



**Analyse des résultats des élections
européennes, fédérales et régionales du
09 juin 2024**

Un travail du CIEP, Centre d'Information et
d'Education Populaire du MOC Luxembourg

Décembre 2024

Table des matières

1. Résultats des élections fédérales et régionales	
a. Tendances à la Chambre.....	3
b. Tendances au Parlement wallon	7
2. Volatilité de l'électorat et contexte européen	
a. Volatilité et influence médiatique	11
b. Montée des droites populistes en Europe	14
c. Déclin de l'écologie politique	20
3. Gouvernance et participation électorale	
a. Gouvernements régional et fédéral	23
b. Participation citoyenne et abstentionnisme.....	26
4. Parité en politique et limites structurelles	
a. Représentation des femmes.....	30
b. Défis structurels à la participation des femmes	34
5. Conclusion	
a. Synthèse des tendances	36
b. Evolution future des partis	37
c. Perspectives pour l'avenir	41
6. Annexes	
a. Taux de pénétration	43
b. Extrême droite.....	46
c. Parlements et gouvernements.....	46
d. Absentéisme et abstentionnisme	48
7. Bibliographie	
Références utilisées dans la réalisation du document.....	50

1. Résultats des élections fédérales et régionales

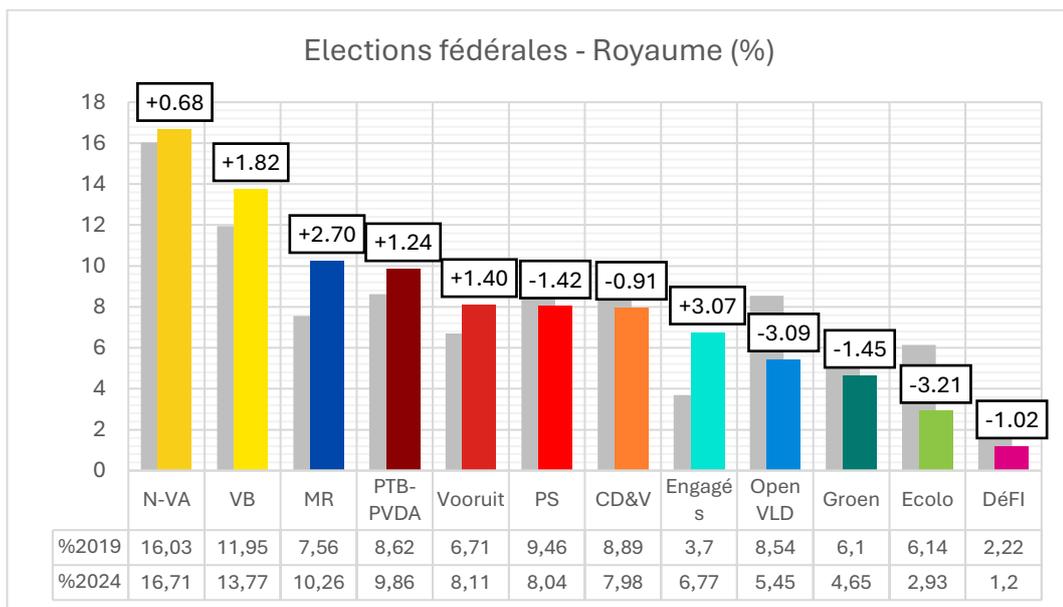
a. Tendances à la Chambre

Les élections fédérales du 9 juin 2024 ont révélé une reconfiguration substantielle du paysage politique belge marquée par la montée des partis de droite et l'érosion continue des formations de gauche et écologistes.

En Flandre, la Nouvelle Alliance Flamande (**N-VA**) a consolidé sa position dominante, obtenant **16.71 %** des voix (**+0.68**). Le parti d'extrême droite, **Vlaams Belang**, a quant à lui obtenu **13.77 %** des suffrages, enregistrant une hausse de **1.82** point par rapport aux élections précédentes. Un résultat légèrement en deçà des prévisions des sondages qui le plaçaient en tête.

Ce talonnement révèle la compétition exacerbée entre les deux principales formations nationalistes flamandes et suggère un essoufflement dans la capacité de mobilisation de l'électorat radical. Cette hausse reflète par ailleurs une radicalisation de l'électorat flamand, sensible aux enjeux identitaires et sécuritaires.

Graph 1. Résultats des élections fédérales – Royaume (%)



En Wallonie, le Mouvement Réformateur (**MR**) a enregistré un succès notable avec **10.26 %** des voix (**+2.7**), ce qui en fait le principal parti de la droite francophone. Le parti a notamment axé sa campagne sur l'idée d'une crise économique prolongée marquée par l'inflation, une augmentation des coûts de l'énergie et une croissance anémique.

Ces conditions ont créé un environnement propice au **développement de discours favorable à la valorisation du travail et à la rigueur budgétaire** ainsi qu'à une rhétorique opposant les travailleurs aux bénéficiaires d'allocations. Le parti a utilisé cette situation en promettant des solutions basées sur la réduction des impôts, la

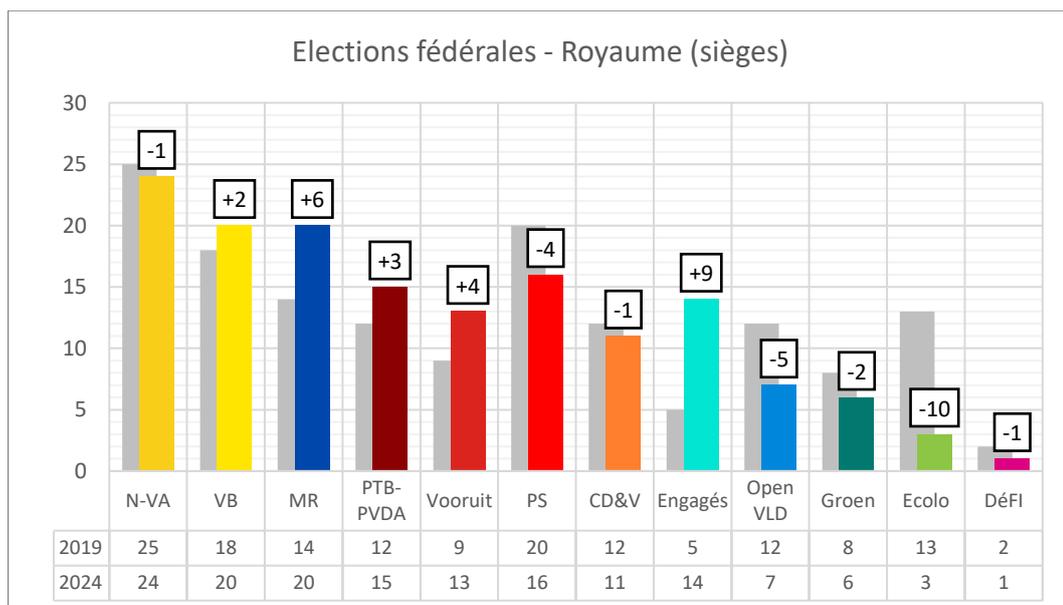
diminution des aides sociales pour les personnes qui ne travaillent pas et un allègement des charges sur les entreprises.

La posture du Mouvement Réformateur, qui valorise les travailleurs et critique implicitement ceux qui bénéficient d'aides sans contrepartie, a été un levier puissant de mobilisation électorale – notamment parmi ceux qui se sentent déclassés ou sous-évalués par le système existant – et répond à une demande croissante pour des politiques favorisant la responsabilité individuelle et la méritocratie. Elle permet aux libéraux d'être le premier parti francophone à la Chambre, à la Région et à l'Europe, marquant une popularisation de leur électorat.

Les Engagés (**LE**), héritiers du CDH, ont quant à eux surpris en obtenant **6.77 % (+3.11)** des suffrages, doublant quasiment leur score de 2019 et se positionnant comme un acteur incontournable de la scène politique wallonne. Leur progression est spectaculaire, notamment en province de Namur, où le parti triple son score, et au Luxembourg où il double. Cette performance marque un tournant pour un parti que beaucoup considéraient comme en déclin.

Ils ont notamment réussi à attirer une part de l'électorat de centre-gauche grâce à une approche plus équilibrée, en promettant de « réconcilier l'économie et la solidarité ». Leur recentrage vers une ligne de centre-droit, notamment en matière de gestion budgétaire, a contribué à leur progression dans les centres urbains wallons. Cette stratégie a conduit Les Engagés à obtenir un taux de rétention de **64.2 %** de l'électorat du CDH de 2019, tout en attirant des électeurs des autres partis, notamment **21.4 %** des anciens électeurs d'Écolo.

Graphie 2. Résultats des élections fédérales – Royaume (Sièges)¹



¹ Données à la suite des résultats des élections. La répartition des sièges peut changer ultérieurement.

La montée des partis de droite ne peut être comprise entièrement sans analyser la faiblesse des contre-propositions de la gauche. Le Parti Socialiste (**PS**), confronté à une crise interne et à un manque de vision renouvelée, n'a pas attiré l'attention des électeurs en quête de changement (**8.04 % ; -1.4 point**). Les propositions socialistes, qui reposaient sur un renforcement des aides sociales et une taxation accrue des grandes fortunes, n'ont pas trouvé leur public dans un contexte où le discours sur la réduction des inégalités est apparu en décalage avec les préoccupations à court terme, centrées sur la sécurité et le coût de la vie.

Le **PTB**, quant à lui, bien qu'ayant une base militante engagée et un discours radical, n'a pas su suffisamment élargir son électorat au-delà des travailleurs précaires et des jeunes². Le parti a ainsi échoué à capitaliser sur le désenchantement des électeurs de gauche déçus par le PS et son message radical n'a pas eu le même impact qu'en 2019. La fatigue face aux promesses de redistribution, considérées comme peu réalistes et difficilement réalisables, a conduit une partie de cet électorat à migrer vers le MR ou Les Engagés. Le PTB n'a retenu que **66.1 %** de son électorat de 2019, tandis que le MR a bénéficié de l'apport de **6.5 %** de ses électeurs. Le parti a principalement conservé un soutien important dans les quartiers populaires des grandes villes, où la précarité est élevée et le désaveu des partis traditionnels appuyé par son message de rupture avec le statut quo.

Enfin, **Écolo** a presque disparu du paysage urbain, perdant par exemple près de **60 %** de son électorat à Liège par rapport à 2019. Alors que les préoccupations écologiques restent pertinentes, notamment celles sur la transition énergétique et la réduction de la dépendance aux énergies fossiles, elles apparaissent aujourd'hui trop éloignées des problématiques socio-économiques immédiates. En outre, les critiques sur la viabilité de certaines propositions écologistes, comme l'augmentation des taxes sur le carbone, ont été un facteur clé de leur chute électorale, particulièrement dans les régions où l'industrie reste un employeur majeur (**2.93 % ; -3.21 point**).

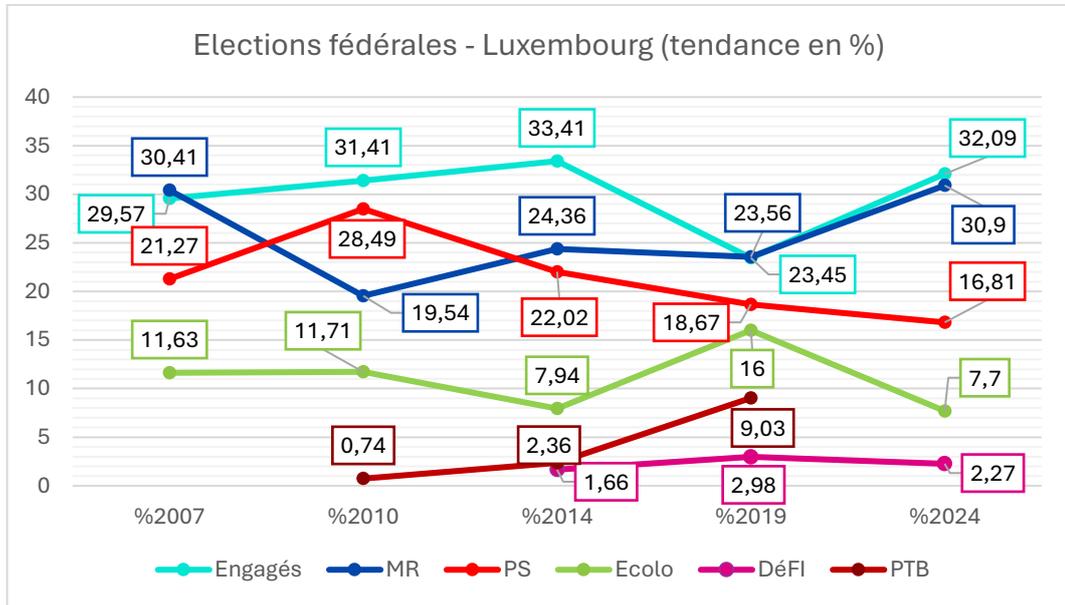
En regroupant les partis par famille politique, les nationalistes flamands arrivent ainsi en tête avec **16.71 % des voix (+0.68)**, suivis par les socialistes avec **16.15 % (-0.02)**. Les libéraux atteignent **15.71 % (-0.39)**, tandis que les chrétiens-démocrates enregistrent **14.75 % (+2.16 %)**. L'extrême droite affiche un score de **14.69 % (+1.63)** et la gauche radicale obtient **9.86 % (+1.24)**. Les écologistes, quant à eux, connaissent un recul significatif avec **7.58 %**, perdant ainsi **4.66 points**.

Les résultats au niveau de la province de Luxembourg suivent cette accentuation marquée de la droitisation de l'électorat, en partie due au retrait du PTB des listes. Les

² Le PTB/PVDA étant un parti fédéral, il est difficile d'établir avec certitude les chiffres exacts pour la partie francophone (notamment Bruxelles) comparativement aux autres partis au niveau de la chambre. Notons toutefois qu'il a connu une perte de 40000 voix en Wallonie (de 286000 à 246000 votants).

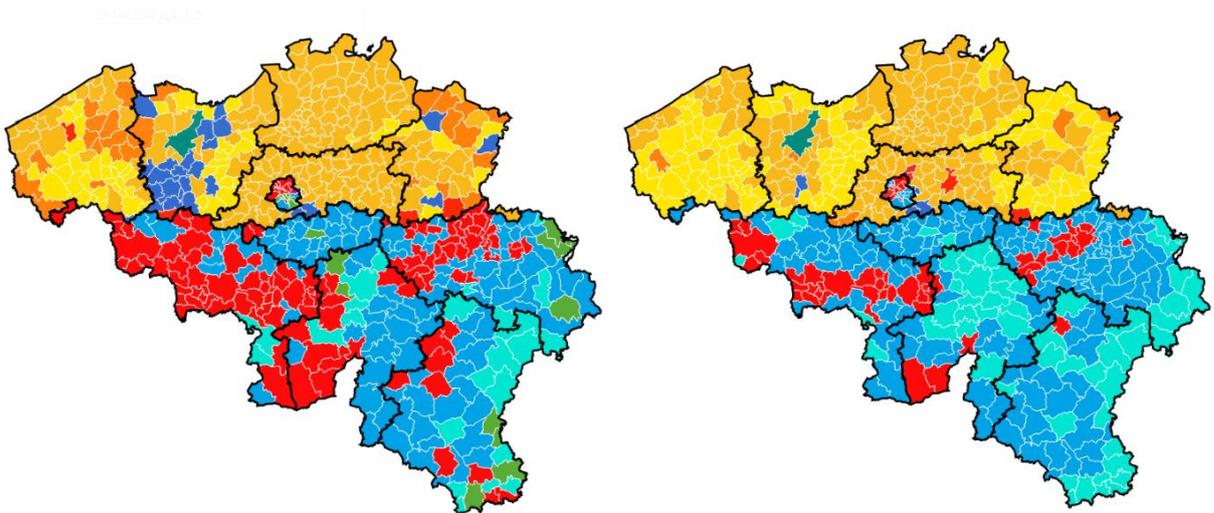
Engagés (**32.09 % ; +8.64**) et le MR (**30.9 % ; +7.34**) concentrent à eux seuls près de **63 %** des suffrages, tandis qu'Écolo enregistre une perte de **8,3 points (7.7 %)**.

Graphe 3. Résultats des élections fédérales – Luxembourg (tendance en %)



Cette tendance à droite s'évalue de façon nette en comparant les partis vainqueurs dans chaque commune entre 2019 et 2024. Parmi les **44³** communes de la province, seule **Hotton** demeure sous pavillon socialiste.

Carte 1. Parti vainqueur par commune (Chambre) : 2019 (gauche) et 2024 (droite)⁴



³ Nombre de communes à l'heure des élections du 9 juin.

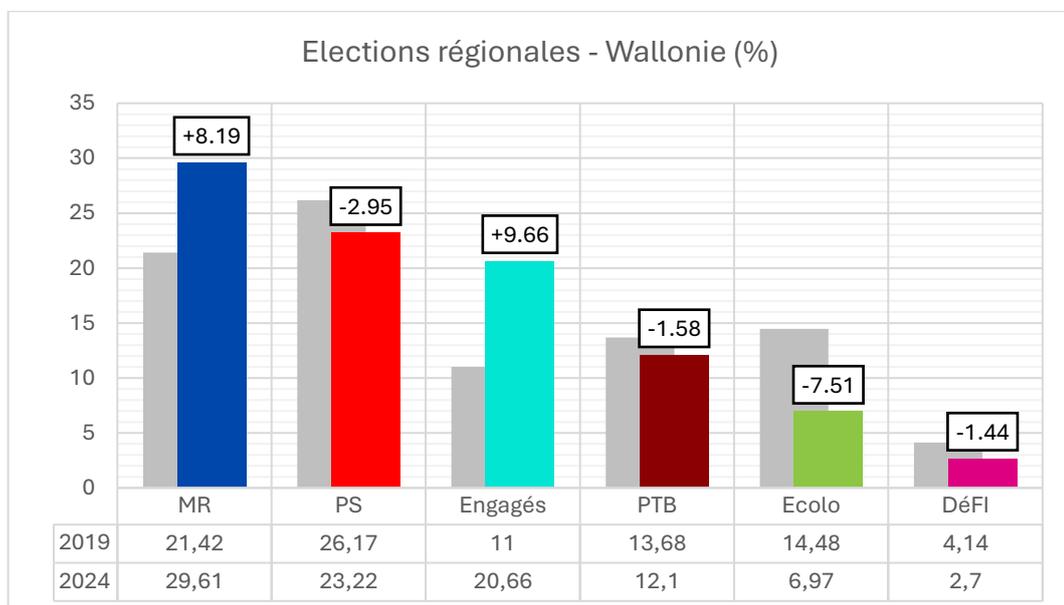
⁴ <https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/election-2024-decouvrez-lensemble-des-resultats-carte-interactive/>

b. Tendances au Parlement wallon

Cette reconfiguration des forces politiques touche également le Parlement wallon. Les zones urbaines comme Liège et Charleroi, historiquement liées au PS, ont vu une **montée en puissance du MR**, notamment dans les centres-villes. Ce déplacement s'explique par un soutien accru des commerçants et des employés du secteur tertiaire, attirés par les propositions économiques libérales du parti mené par Georges-Louis Bouchez.

Cependant, cette évolution vers la droite n'est pas absolue. Il existe toujours une fracture idéologique entre les électeurs des **grandes villes**, plus enclins à soutenir des **politiques progressistes**, et ceux des **zones périurbaines et rurales**, qui **soutiennent majoritairement le MR**. La progression du MR au Parlement wallon est marquée par une augmentation de **8.19** points, atteignant **29.61 %** des voix. Cette performance témoigne du basculement de l'électorat wallon vers des valeurs plus libérales. Les classes moyennes supérieures, les indépendants, ainsi que les commerçants ont massivement voté pour le MR, séduits par un programme promettant une réduction de la pression fiscale et un soutien à l'entrepreneuriat, voyant dans les propositions de Georges-Louis Bouchez une vision cohérente d'un État « libérateur » plutôt que « distributeur » de richesses.

Graph 4. Résultats des élections régionales – Wallonie (%)



Cette dynamique, qui marque un net recul des bastions historiquement acquis au Parti Socialiste, est symptomatique de l'érosion du **PS** et de sa gestion locale souvent critiquée, notamment à la suite de scandales internes. Le parti de centre-gauche

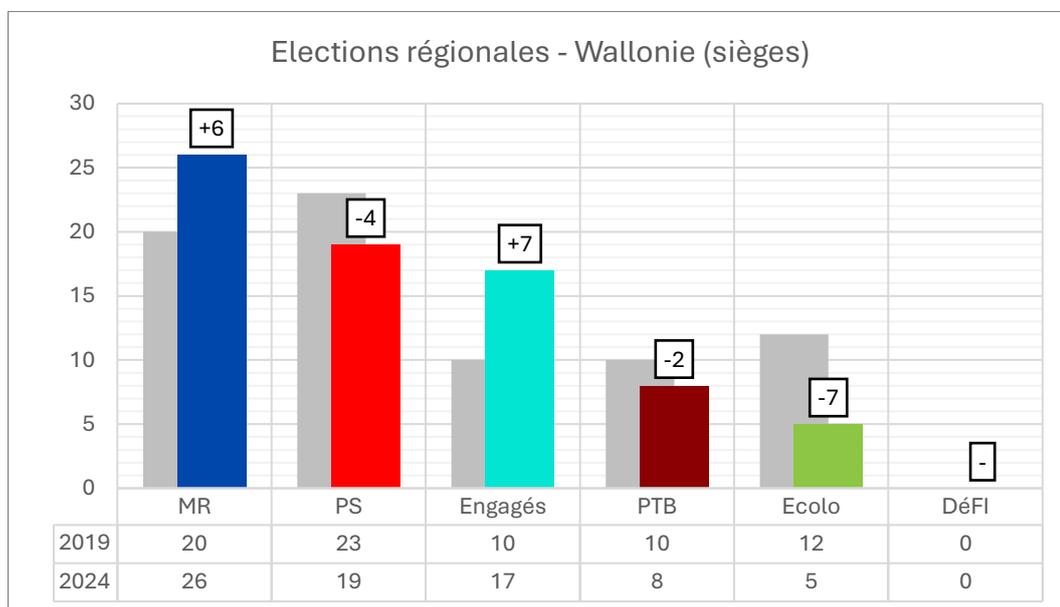
n'obtient ainsi que **23.22 %** des suffrages en Wallonie (**-2.95**) et se trouve confronté à une crise profonde, symbolisant son **incapacité à se renouveler** et à proposer un discours à la hauteur des défis économiques actuels. Il a perdu une grande partie de son électorat historique, en particulier dans les zones industrielles et les communes ouvrières. Ces électeurs, traditionnellement acquis au PS, ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de la gouvernance socialiste qui, selon eux, n'a pas su répondre aux défis économiques et sociaux auxquels la Wallonie est confrontée.

Le **PTB** suit une tendance similaire et a enregistré une baisse à **12.1 %** des voix, soit un recul de **1.58 point** par rapport à 2019. Le parti, bien qu'en recul en Wallonie, continue de polariser une partie de l'électorat, en particulier chez **les jeunes et les travailleurs précaires**. La critique constante des partis dits « traditionnels » et des institutions européennes, ainsi que la radicalisation du discours anti-austérité, ont permis au PTB de conserver une base militante fidèle dans les zones les plus pauvres et multiculturelles, mais cette stratégie n'a pas suffi à élargir leur soutien au-delà de ces segments.

En revanche, **Les Engagés** ont su profiter de leur rebranding en doublant presque leur score, atteignant **20.66 % des voix (+9.66)**. Leur place dans l'opposition depuis 2019 leur a permis de bénéficier d'une image non compromise par la gouvernance, ce qui a été déterminant pour attirer un électorat à la recherche d'un changement mesuré. Ils ont trouvé un écho favorable auprès des **classes moyennes inférieures et des employés du secteur public**. Leur discours équilibré, prônant la responsabilité tout en maintenant une certaine solidarité sociale, a attiré ceux qui se méfient des propositions trop radicales de la droite libérale tout en étant déçus par la gauche. Le recentrage idéologique de ce parti a ainsi permis de capter des électeurs qui aspirent à plus de stabilité mais qui souhaitent également préserver un filet social efficace pour les plus vulnérables.

Le déclin du parti **Écolo** s'exprime aussi au Parlement wallon. Le parti voit son score divisé de moitié avec seulement **6.97 %** des suffrages (**-7.51**), ce qui se traduit par des conséquences parlementaires extrêmement lourdes : ils ne disposeront plus que de **deux sièges à la Chambre**, dont un seul issu de Wallonie, et **perdent sept de leurs douze sièges au Parlement wallon**. Leurs mesures environnementales, pouvant être considérées comme des contraintes supplémentaires, notamment en ce qui concerne les taxes énergétiques et les régulations imposées sur les habitations, ont été largement rejetées par l'électorat.

Grphe 5. Résultats des élections régionales – Wallonie (sièges)

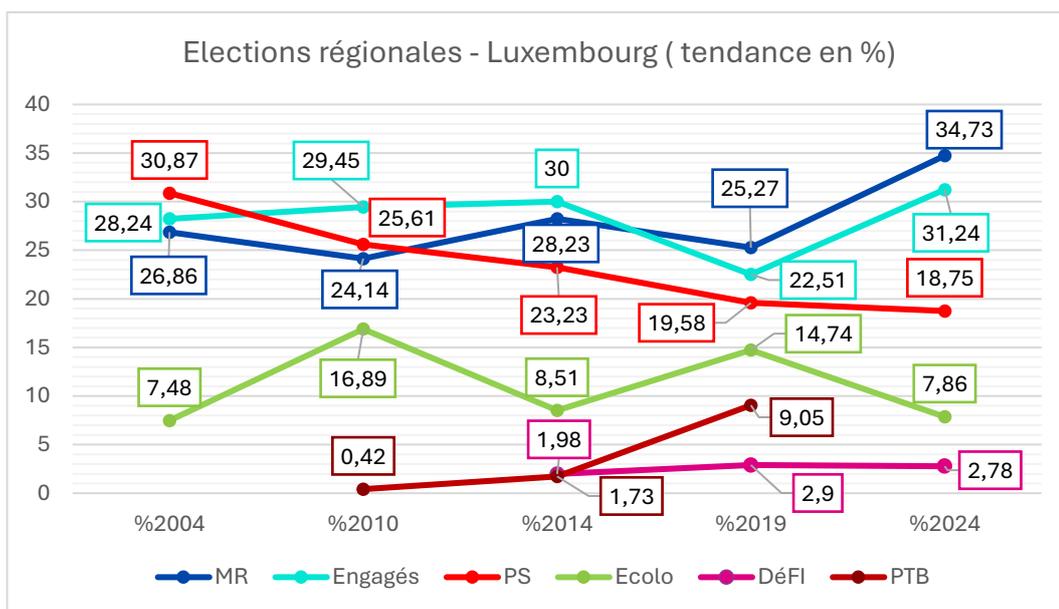


La montée de la droite et du centre-droit en Belgique reflète ainsi le résultat de multiples dynamiques : un **contexte socio-économique difficile** qui a favorisé les partis valorisant le travail et prônant la réduction de l'assistanat, une **crise identitaire** exacerbée par la question migratoire et un **rejet généralisé des partis de gauche** jugés inefficaces et déconnectés des réalités quotidiennes des citoyens. Cette tendance est confirmée par l'augmentation des votes pour des partis de centre-droit (MR, Engagés) et de droite radicale (N-VA) qui atteignent **51.3 %** aux élections fédérales et **54 %** aux élections régionales wallonnes⁵.

Au niveau de la province de Luxembourg, l'analyse est la même qu'au niveau fédéral : le retrait du PTB profite largement au MR (**34.73 % ; +9.46**) et aux Engagés (**31.24 % ; +8.73**) qui atteignent quasiment les 2/3 de l'électorat (**65.97 %**). PS et Ecolo ne représentent dès lors plus que **26.61 %**, avec des scores respectifs de **18.75 % (-0.83)** et **7.86 % (-6.88)**.

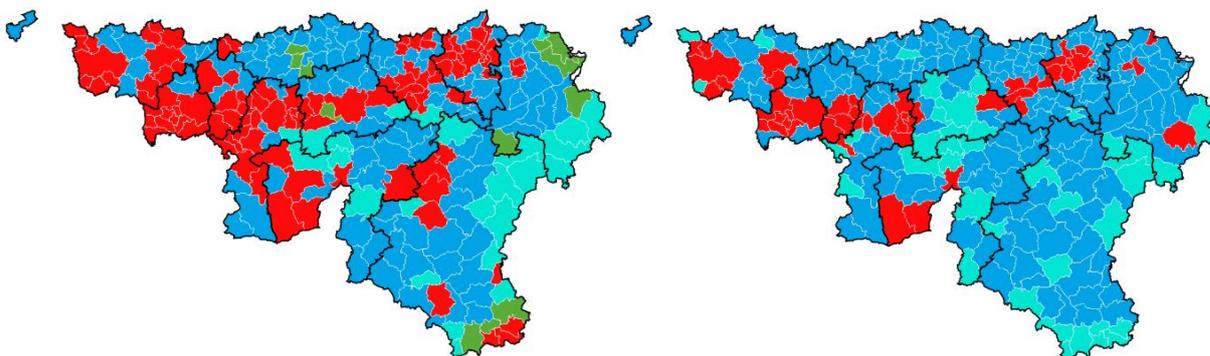
⁵ Cumul pour les électeurs wallons des chiffres du MR, des Engagés et de la N-VA.

Graphe 6. Résultats des élections régionales – Luxembourg (tendance en %)



Fait notable dans la province : l'intégralité des communes (**44**) ont été remportées par les Engagés (**16**) et le MR (**28**), absorbant les **12** communes de 2019 qui présentaient des victoires d'Ecolo (**3** : **Arlon, Saint-Léger, Virton**) et du PS (**9** : **Aubange, Chiny, Hotton, Marche, Martelange, Messancy, Musson, Nassogne, Saint-Hubert**). Ces changements font de la province la seule avec le Brabant Wallon à avoir entièrement virée à droite depuis 2019.

Carte 2. Parti vainqueur par commune (Région) : 2019 (gauche) et 2024 (droite)⁶



⁶ <https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/election-2024-decouvrez-lensemble-des-resultats-carte-interactive/>

2. Volatilité de l'électorat et contexte européen

a. Volatilité et influence médiatique

Près de **40 % des électeurs flamands** et **44 % des électeurs wallons** ont changé leur préférence politique par rapport aux élections de 2019. Cette instabilité reflète une grande insatisfaction des citoyens face à la gestion des affaires publiques par les partis en place ainsi qu'une perte de confiance dans les formations politiques historiques. L'ampleur de cette volatilité est symptomatique d'un malaise profond, où les électeurs cherchent désespérément des réponses à des problèmes estimés comme non résolus par les gouvernements précédents. Cette volatilité est visible en Wallonie, où **Les Engagés** ont récupéré une partie conséquente de l'électorat venant de divers horizons, notamment **16.4 % des anciens électeurs du MR** et **10.3 % du PS**.

Tableau 1. Transferts de voix pour les élections législatives entre 2019 et 2024 (%)⁷

Vote 2019 / Vote 2024	MR	PS	Engagés	PTB	Ecolo	Autre parti	
cdH	21,6	5,2	64,2	1,7	3,0	4,3	100,0
Ecolo	13,4	9,0	21,4	4,5	44,0	7,7	100,0
MR	73,9	2,0	16,4	1,2	1,4	5,0	100,0
PS	8,4	66,7	10,3	7,2	3,0	4,4	100,0
DéFI	13,9	6,9	33,3	5,6	1,4	38,9	100,0
PTB	6,5	11,6	8,3	66,1	1,4	6,1	100,0
PP/Listes Destexhe	64,2	1,5	7,5	5,5	0,0	21,3	100,0
Autre parti	36,1	6,5	20,5	6,0	3,6	27,3	100,0

Près de **50 %** des jeunes électeurs wallons ont ainsi voté pour un parti différent de celui pour lequel ils avaient voté lors de leur première participation électorale. Cette mobilité est un signe de **désenchantement vis-à-vis de la politique traditionnelle** que les jeunes perçoivent comme inefficace pour répondre à leurs attentes, notamment en matière de logement, d'emploi et d'égalité des chances.

Cette volatilité est surtout perceptible **en Wallonie**, où **de nombreux jeunes**, attirés par les propositions de rupture du PTB, ont néanmoins **basculé vers le MR ou Les Engagés**, lassés par un discours jugé parfois trop idéaliste et peu réaliste. Le PS a également perdu du terrain dans ce segment de population, sa rhétorique apparaissant comme dépassée face aux nouveaux défis auxquels cette génération fait face. Écolo, qui

⁷ [Les dynamiques du vote en Wallonie le 9 juin 2024 Premiers éléments - CEVIPOL - Centre d'Etude de la Vie Politique \(ulb.be\)](#)

traditionnellement bénéficie du soutien des jeunes urbains, a pareillement subi un désaveu dans cette tranche d'âge.

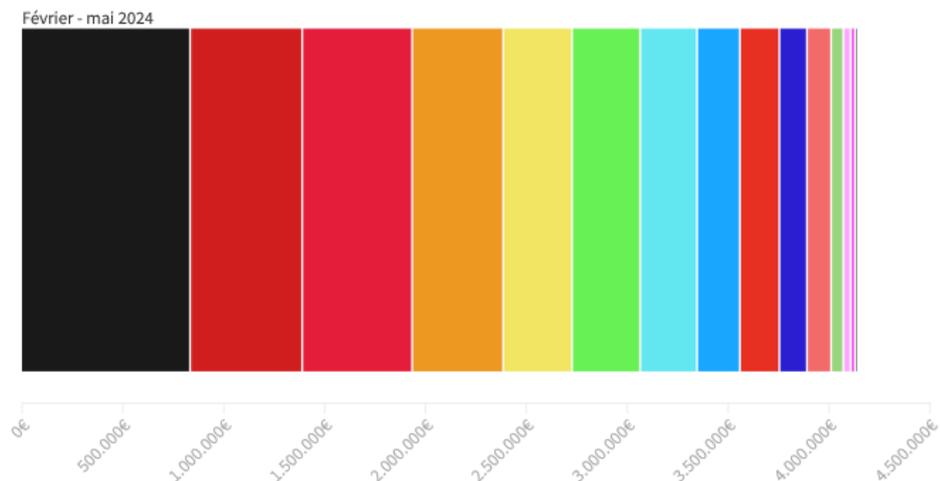
La **couverture médiatique**, qu'elle soit traditionnelle (télévision, radio, presse écrite) ou numérique (sites web, réseaux sociaux), a en outre façonné les perceptions des électeurs et influencé leurs décisions. La dynamique médiatique a renforcé certains discours tout en marginalisant d'autres, contribuant ainsi à la polarisation politique.

La télévision et la presse écrite ont été dominées par des **débats sur la sécurité, l'économie et les questions identitaires**, des thèmes qui ont largement bénéficié aux partis de droite, notamment au MR, à la N-VA et au Vlaams Belang. Les réseaux sociaux ont également joué un rôle central dans la formation de l'opinion publique, particulièrement chez les jeunes électeurs. Les plateformes comme **Facebook, Instagram et TikTok** ont été largement utilisées par les partis pour atteindre un public plus jeune et plus connecté. Les Engagés et le MR ont su profiter de ces nouveaux médias pour renforcer leur image auprès de la jeunesse, avec des **messages viraux orientés vers les catégories d'âge de 18 à 39 ans**.

Graph 7. Dépenses des partis sur Facebook entre février et mai 2024

De février à mai 2024, les partis ont dépensé plus de 4 millions d'euros de publicités sur Facebook

■ Vlaams Belang ■ PVDA ■ Vooruit ■ CD&V ■ NV-A ■ Groen ■ Les Engagés ■ Open Vld ■ PS ■ MR ■ PTB
■ ECOLO ■ Voor U ■ DéFI ■ Chez Nous



Source: Adlens / Ad Library - Facebook • Les montants de ce graphique sont hors TVA comme il est indiqué dans la librairie Facebook

En Flandre, la volatilité a pris la forme d'une **compétition intense entre la N-VA et le Vlaams Belang** pour s'approprier le même réservoir de voix. La N-VA a dû faire face à

une érosion continue de son électorat au profit du Vlaams Belang. Ce phénomène de « pêche aux voix » illustre la polarisation croissante au sein de l'électorat flamand, attiré par des propositions identitaires et nationalistes plus affirmées.

Le Vlaams Belang a ainsi largement utilisé les réseaux sociaux pour diffuser des messages nationalistes et identitaires, en contournant les canaux médiatiques traditionnels qui leur étaient moins favorables. Leur **communication**, souvent jugée provocante, a touché une partie importante de l'électorat flamand, en particulier parmi les jeunes adultes, en **jouant sur les peurs liées à l'immigration et à la sécurité**. Cette stratégie a permis au Vlaams Belang de construire une communauté fidèle et engagée sur des plateformes comme Twitter et Telegram, où leurs messages circulaient sans les filtres des médias traditionnels. Ce discours, bien qu'extrême, a bénéficié d'un relais indirect par la N-VA, qui, sans être aussi radicale, a néanmoins durci sa position sur les questions d'asile et de migration. Cette convergence de thèmes a contribué à la banalisation de certaines idées qui, il y a encore quelques années, étaient réservées à la frange la plus extrême du spectre politique.

De plus, les **algorithmes des réseaux sociaux accentuent la polarisation politique** en exposant les utilisateurs à du contenu correspondant à leurs préférences préexistantes, créant ainsi des « bulles de filtrage ». Ces bulles ont renforcé les convictions des électeurs, en rendant difficile la confrontation à des points de vue opposés. Par exemple, les électeurs du Vlaams Belang étaient davantage exposés à des messages nationalistes et sécuritaires, tandis que ceux d'Écolo voyaient surtout du contenu axé sur la justice climatique et sociale.

Cette fragmentation de l'information a eu pour conséquence de radicaliser certains segments de l'électorat, en particulier les jeunes qui ont été influencés par des contenus simplifiés, voire déformés, partagés massivement sur les réseaux.

En Wallonie, le MR et Les Engagés ont été les principaux bénéficiaires de cette volatilité électorale. Le **MR** a su capitaliser sur ce sentiment en adoptant une **stratégie de communication moderne**, principalement orientée sur les réseaux sociaux pour capter les voix des jeunes travailleurs, notamment ceux qui viennent de terminer leurs études et qui sont confrontés à des conditions précaires sur le marché du travail. Il répond aux frustrations accumulées face aux difficultés d'accès à un travail stable et bien rémunéré. Les Engagés ont également su tirer parti de la volatilité en se positionnant sur un créneau centriste, en offrant une alternative crédible aux partis plus polarisés tout en accentuant leur « rebranding » historique, s'écartant d'une tradition chrétienne qui aurait pu les couper d'une population plus progressiste.

A contrario, d'autres partis ont été victimes de cette transition numérique, dans laquelle des « fake news » concernant des propositions de réforme de l'immigration ou des mesures économiques ont circulé, en particulier sur des plateformes comme WhatsApp et Telegram. **Ecolo**, par exemple, **a dû faire face à des informations fausses**

concernant des augmentations d'impôts spécifiques à leurs mesures de transition énergétique, ce qui a amplifié le désaveu populaire envers ce parti.

Enfin, l'**émergence de nouveaux acteurs médiatiques indépendants**, telles que les blogs politiques et les chaînes YouTube, paraissant souvent plus authentiques que les canaux traditionnels, ont permis à des voix alternatives de se faire entendre, contribuant à la diversification des différents points de vue. Toutefois, leur impact est resté limité par rapport aux grands médias, bien que croissant auprès de ceux qui cherchent des sources d'information alternatives, loin des discours jugés convenus des supports traditionnels.

b. Montée des droites populistes en Europe

Ces élections ont également confirmé une tendance déjà amorcée depuis plusieurs années : **la montée en puissance** des droites, et plus spécifiquement **des droites populistes et extrêmes à travers l'Europe**. L'arrivée de migrants, venus du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et plus récemment d'Ukraine, a accentué une rhétorique de « protection de la culture et des valeurs nationales » promue par les partis d'extrême droite et progressivement intégrée par les partis de droite traditionnelle.

En France, le **Rassemblement National** a mis en avant les questions de « préférence nationale », proposant de donner la priorité aux Français dans l'accès au logement social, aux aides sociales et à l'emploi. Ces propositions ont rencontré un large succès auprès des électeurs des classes populaires, qui se sentent souvent en concurrence avec les populations immigrées pour l'accès aux ressources limitées de l'État-providence. Le parti de Jordan Bardella a ainsi obtenu **31.5 % des voix**, devenant la première force politique du pays et reléguant le parti présidentiel, Renaissance, à une position marginale.

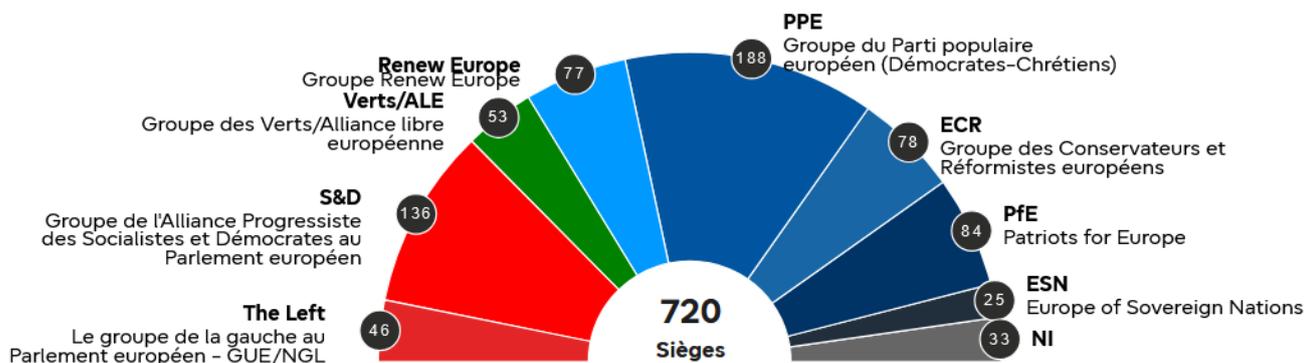
Ce phénomène n'est pas isolé, mais s'observe également en Autriche avec le FPÖ, en Allemagne avec l'**Alternative für Deutschland (AfD)**, et même en Italie, où Giorgia Meloni a transformé **Fratelli d'Italia** en un parti dominant grâce à des propositions sur la défense des frontières et la lutte contre « l'invasion migratoire ». Son parti a ainsi atteint **27.7 %**, capitalisant sur un sentiment d'insatisfaction grandissant vis-à-vis de l'Union européenne et un désir de rétablir la souveraineté nationale.

Ces succès sont le reflet d'un changement de paradigme, où la notion d'identité nationale et la volonté de protection face aux influences extérieures prennent une place prépondérante dans le débat public.

Graph 8. Composition du Parlement européen 2024 - 2029⁸

Parlement européen 2024 - 2029

Session constitutive



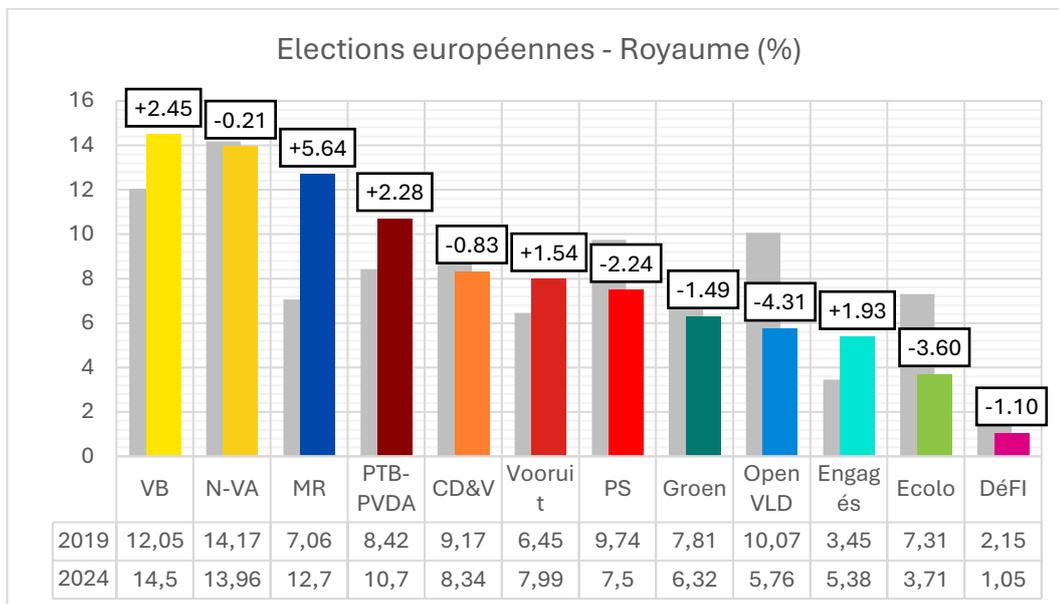
L'**extrême droite** a atteint plus de **20 % des suffrages** au Parlement européen, devenant la deuxième force politique derrière le Parti populaire européen (PPE). Cette montée n'est pas le fruit du hasard, mais bien la **conséquence de plusieurs années d'instabilité politique, d'insécurité économique et de crises migratoires non résolues**. Partout en Europe, de plus en plus de citoyens ont l'impression que les partis traditionnels, qu'ils soient de droite ou de gauche, sont incapables de répondre de manière efficace aux préoccupations de la population, ce qui a conduit à un rejet des institutions établies.

Les sociaux-démocrates (Parti socialiste européen) ont enregistré un net recul au niveau européen, ne parvenant à remporter des élections qu'en Suède, Roumanie et Malte et obtenant des résultats relativement stables au Portugal. **La gauche**, qui a longtemps été placée comme la force politique défendant les intérêts des classes populaires, **semble avoir perdu cette capacité face à la montée des partis populistes** qui se sont approprié ces thématiques avec des discours plus radicaux et des propositions simplifiées, parfois démagogiques.

La Belgique, malgré la spécificité de sa structure fédérale et ses dynamiques régionales, n'échappe pas à cette vague. Au niveau francophone, le PS suit cette tendance avec **7,5 % (-2,24)**. Les autres grands perdants de cette polarisation sont les Verts (Ecolo : **-3,6** ; Groen : **-1,49**) et les libéraux flamands de l'Open VLD (**-4,31**) qui pâtissent du durcissement de l'électorat.

⁸ <https://results.elections.europa.eu/fr/>

Graph 9. Résultats des élections européennes – Royaume (%)

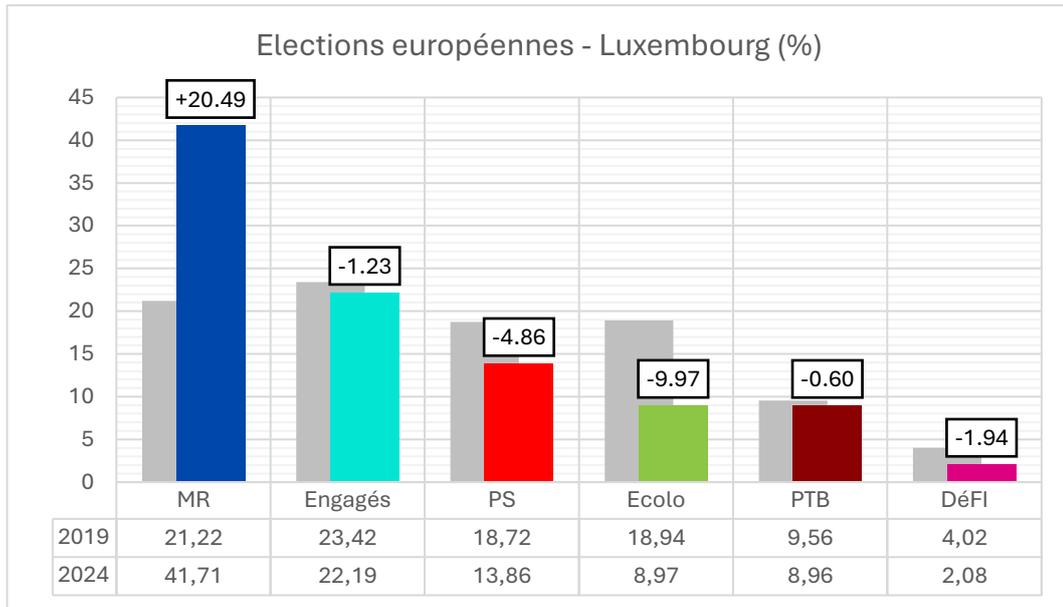


En Wallonie, la montée de l'extrême droite a été contenue en grande partie grâce à l'existence d'un cordon sanitaire, dispositif à la fois politique et médiatique qui empêche les partis d'extrême droite d'obtenir une tribune publique et d'accéder au pouvoir par le biais de coalitions. Il a permis d'empêcher des partis comme « **Chez Nous** » de progresser, limitant leur score à **3 %**. Toutefois, cette stratégie, bien qu'efficace sur le plan institutionnel, n'a pas empêché la diffusion de certaines idées d'extrême droite au sein des autres partis, notamment sur les questions identitaires.

Cette **tendance à la radicalisation** se retrouve ainsi **dans les programmes des partis de droite traditionnels**. De nombreux électeurs ont ressenti un sentiment d'insécurité, accentué par la perception d'une gestion inadéquate de l'immigration par les gouvernements en place.

Le **MR**, par exemple, a utilisé cette insécurité ressentie pour renforcer sa position sur les questions migratoires, mettant en avant des mesures fermes sans sombrer dans l'extrême, contribuant à croissance significative de son électorat dans les communes périurbaines et rurales. Ce **sentiment de « protection des acquis nationaux »** a ainsi été l'**un des moteurs de la montée du parti**, qui n'a pour autant jamais franchi les limites du discours acceptable en Belgique francophone et a évité les écueils d'une xénophobie explicite : bien qu'il durcisse son discours, le parti demeure dans une visée démocratique qui l'éloigne des tendances les plus extrémistes de notre pays.

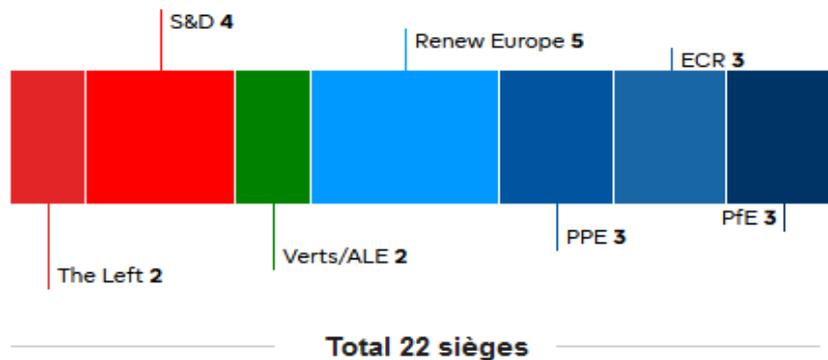
Graphe 10. Résultats des élections européennes – Luxembourg (%)



La montée des droites populistes et de l’extrême droite en Europe a par ailleurs des implications majeures pour l'Union européenne et pour ses politiques futures. **Le Parlement européen est désormais plus polarisé**, avec une forte présence de partis eurosceptiques qui remettent en question les principes fondamentaux de la coopération européenne, tels que la libre circulation des personnes, la solidarité entre États membres et les politiques d’accueil des réfugiés. Ces évolutions pourraient **affaiblir la capacité de l’UE à agir de manière cohérente et solidaire**, en particulier dans des contextes de crise, qu'elle soit sanitaire, économique ou migratoire.

Graphe 11. Composition du Parlement européen 2024 – 2029^{9 10}

Sièges par groupe politique
Belgique – Session constitutive



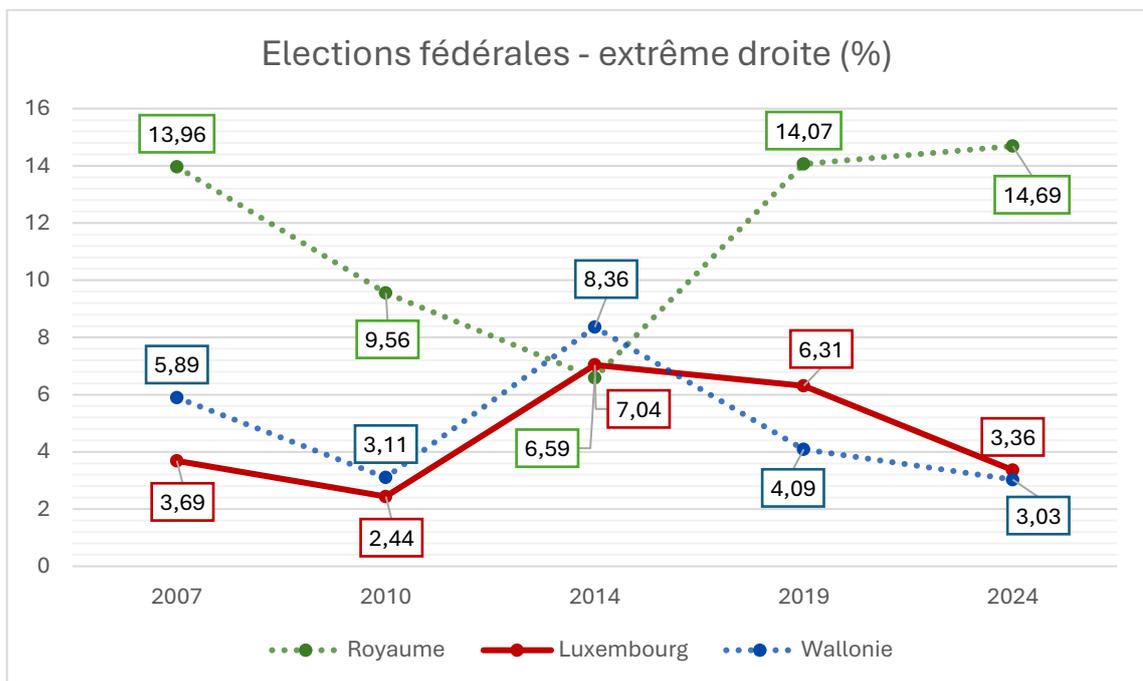
⁹ <https://results.elections.europa.eu/fr/>

¹⁰ Les groupes selon les partis : The Left (PTB-PVDA) ; S&D (Vooruit, PS) ; Verts/ALE (Groen, Ecolo) ; Renew Europe (Open VLD, MR) ; PPE (CD&V, Les Engagés) ; ECR (N-VA), PFE (Vlaams Belang)

En Belgique, **la polarisation politique rend la formation de gouvernements de coalition de plus en plus difficile**, notamment au niveau fédéral où les différences idéologiques entre les partis flamands et wallons se creusent. La montée des discours identitaires et la normalisation des thématiques de l'extrême droite risquent d'aggraver les tensions entre communautés, mettant en péril l'équilibre fragile sur lequel repose l'État belge, en particulier si le Vlaams Belang continue de progresser au point de devenir un partenaire incontournable pour former une coalition gouvernementale en Flandre.

Cette fracture entre le Nord et le Sud du pays trouvent un exemple parlant dans les chiffres de notre province. En effet, malgré une droitisation générale de celle-ci, la présence de l'extrême droite reste relativement faible (**3.36 %**), bien que légèrement supérieure à la moyenne wallonne (**3.03 %**). Au-delà des éléments présentés précédemment (crise socio-économique et durcissement des programmes de la droite), la réduction du nombre de partis populistes entre 2019 (**5 : VB, PP, Nation, La Droite, Destexhe**) et 2024 (**2 : VB, Chez Nous**) peut également être un autre facteur explicatif.

Graphe 12. Elections fédérales – extrême droite (%)



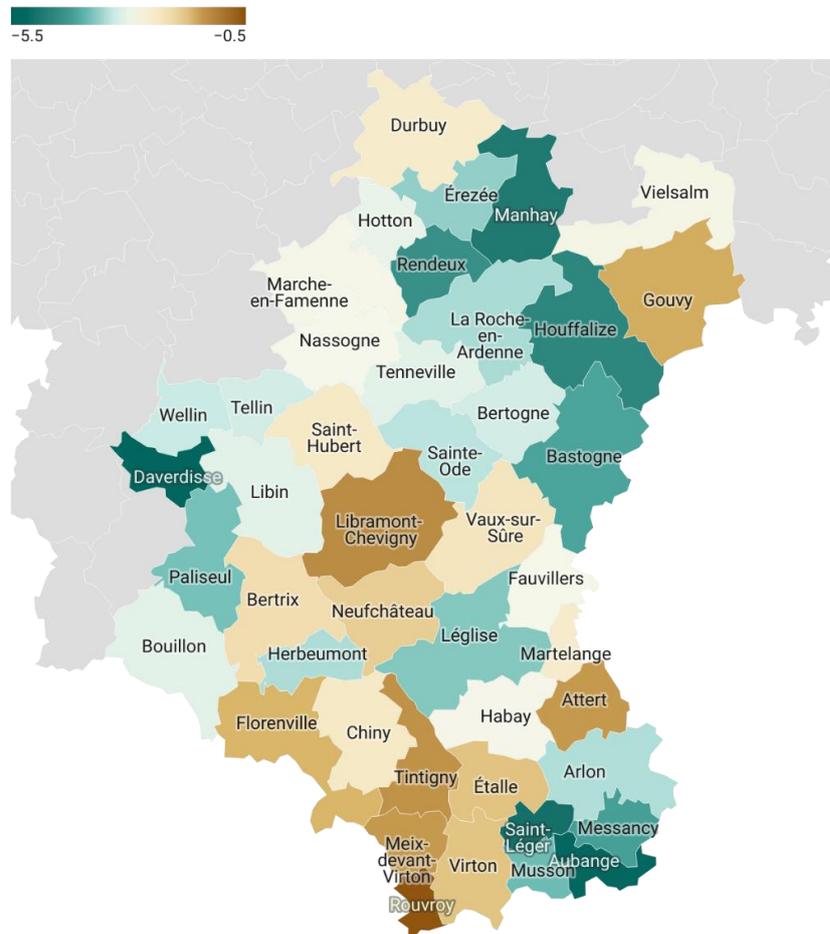
Notons par ailleurs une baisse systématique de la présence de l'extrême droite dans les communes luxembourgeoises, qui se retrouve dans les chiffres globaux (**3.36 % ; -2.95**).

Tableau 2. Extrême droite - Top et flop des communes luxembourgeoises (%)

Présence de l'extrême droite (%)			
Top 10		Bot 10	
Commune	%	Commune	%
Rendeux	4.90	Étalle	2.34
Gouvy	4.69	Attert	2.45
Vielsalm	4.63	Meix-dvt-Virton	2.45
Herbeumont	4.56	Paliseul	2.48
Fauvillers	4.46	Habay	2.54
Érezée	4.30	Saint-Léger	2.66
Sainte-Ode	4.23	Wellin	2.71
Martelange	4.23	Rouvroy	2.74
Durbuy	4.05	Bertrix	2.82
Houffalize	3.90	Tintigny	2.86

Carte 3. Elections fédérales – recul de l'extrême droite (%)

Elections fédérales : recul de l'extrême droite 2019-2024 (%)



c. Déclin de l'écologie politique

La chute d'Écolo témoigne d'une **désillusion croissante des électeurs vis-à-vis des propositions écologistes** vécues comme inadaptées aux réalités socio-économiques actuelles. Pour comprendre les raisons de ce recul, il est essentiel d'analyser plusieurs facteurs clés tels que le contexte économique, les perceptions sociales des politiques environnementales, les priorités changeantes des électeurs ainsi que les erreurs stratégiques du parti.

Ainsi, l'une des principales causes de la baisse d'Écolo est le **contexte économique défavorable** marqué par une augmentation du coût de la vie, en grande partie due à l'inflation et à la crise énergétique qui a frappé l'Europe au cours des dernières années. Le climat économique difficile a rendu les préoccupations environnementales moins prioritaires pour une majorité d'électeurs, qui ont placé la sécurité économique au-dessus des enjeux écologistes. **Les mesures souvent coûteuses promues par Écolo**, comme l'accélération de la transition énergétique et la réduction de la dépendance aux énergies fossiles, **peuvent être assimilées à des charges supplémentaires** pour les ménages déjà confrontés à une forte pression financière.

Les taxes écologiques, en particulier, ont été vivement critiquées par une partie de l'électorat, qui considère ces mesures comme injustes et inégalement réparties, affectant de manière disproportionnée les classes populaires et les familles modestes. Alors que les prix de l'énergie ont explosé, la proposition d'Écolo d'augmenter les taxes sur les combustibles fossiles a été **ressentie par beaucoup comme une atteinte à leur pouvoir d'achat**, renforçant ainsi leur désaffection pour le parti. Cette perception a été largement exploitée par les partis de droite tels que le MR, qui ont présenté Écolo comme un parti élitiste, insensible aux difficultés quotidiennes des travailleurs et des classes moyennes.

La baisse d'Écolo est également liée à la perception d'un **décalage entre les priorités du parti et les préoccupations immédiates des électeurs**. En période de crise, les questions écologiques, bien que considérées comme importantes, ont été reléguées au second plan par des électeurs préoccupés par leur situation économique, l'emploi et la sécurité. **Ce sentiment d'éloignement s'est notamment ressenti dans les régions rurales**, où les électeurs ont exprimé un rejet des politiques environnementales qu'ils considèrent comme une contrainte supplémentaire. Les mesures visant à réduire l'usage des voitures individuelles, en faveur d'une mobilité plus douce, ont été mal accueillies dans ces zones où l'accès aux transports en commun est limité, ayant pu être assimilées à une atteinte à la liberté de déplacement des habitants, sans qu'on leur propose de solutions alternatives adaptées.

Le recul d'Écolo a également été marqué par **une érosion significative de sa base électorale jeune**, un segment qui avait pourtant largement contribué à ses succès passés. Les jeunes, traditionnellement sensibles aux questions environnementales, ont

été fortement touchés par les difficultés économiques, le chômage et la précarité de l'emploi. **Le discours d'Écolo**, centré sur la transition écologique, **n'a pas su répondre aux nouvelles attentes de cette génération**, qui est de plus en plus préoccupée par des sujets concrets tels que **l'emploi, le logement abordable et la stabilité économique**. Le PTB, avec ses propositions de rupture et sa critique des politiques libérales, s'est saisi d'une partie de cet électorat, bien que de nombreux jeunes aient également migré vers le MR, qui a adapté son discours pour répondre aux préoccupations des jeunes travailleurs.

La participation d'Écolo aux gouvernements régionaux et fédéral a également affecté sa capacité à incarner le changement. En tant que parti au pouvoir, Écolo a dû composer avec des compromis qui ont parfois dilué ses priorités environnementales et l'ont éloigné de son image de parti de rupture. L'exemple de la gestion de la crise énergétique est révélateur : les mesures mises en œuvre pour limiter la hausse des prix de l'énergie ont pu être jugées comme insuffisantes par une partie de la population, qui a estimé que les écologistes n'avaient pas réussi à influencer la politique énergétique de manière significative. Le passage d'un parti d'opposition à un parti de gouvernement a révélé les **limites des propositions écologistes face aux réalités du pouvoir**. La complexité des réformes nécessaires pour atteindre la neutralité carbone et les obstacles financiers liés à ces mesures ont montré à de nombreux électeurs que les politiques écologiques, bien qu'ambitieuses, n'étaient pas toujours réalistes ou réalisables à court terme.

Une autre cause majeure du recul d'Écolo est **la perception croissante d'un élitisme dans son discours et ses propositions**. Les politiques environnementales nécessitent souvent des investissements importants de la part des particuliers, comme l'achat de véhicules électriques, l'installation de panneaux solaires ou encore la rénovation énergétique des logements. Ces propositions, bien que nécessaires sur le plan environnemental, semblent destinées à des citoyens ayant les moyens de réaliser ces investissements, laissant de côté les ménages les plus modestes. **Les familles à revenu moyen ou faible**, notamment en milieu rural, **ont pu trouver les politiques d'Écolo comme trop coûteuses et complexes** à mettre en œuvre. Ce sentiment a été exacerbé par un discours qui insistait sur la responsabilité individuelle dans la transition écologique, sans suffisamment prendre en compte les inégalités d'accès aux technologies vertes.

De plus, **la stratégie de communication d'Écolo**, souvent axée sur des thématiques complexes telles que la neutralité carbone ou la transition juste, n'a pas réussi à toucher l'ensemble de l'électorat. **Le langage employé** par les leaders écologistes a été jugé trop technique ou trop abstrait, **ne permettant pas de créer une connexion avec des électeurs qui attendaient des solutions simples** et applicables à leur quotidien. Ce contraste a été visible face au discours simplifié et direct du MR, qui a parlé des enjeux

de manière plus accessible, insistant sur la réduction des charges et des taxes. Ainsi la campagne de 2024 a été marquée par des **critiques de l'opposition**, en particulier de la droite, **qui a accusé Écolo d'être responsable des hausses de taxes et des nouvelles réglementations jugées trop contraignantes pour les entreprises et les particuliers**. Ces critiques ont été relayées par le MR, qui s'est positionné comme l'opposé d'Écolo en matière de politique fiscale et de régulation, promettant une « simplification administrative » et une réduction des charges pour les ménages.

Un dernier facteur participant au recul d'Écolo réside dans sa **difficulté à articuler une politique sociale en lien avec son agenda environnemental**. Les électeurs attendaient non seulement des mesures écologiques, mais également des propositions qui tiennent compte des réalités sociales et économiques. Le manque de mesures concrètes pour soutenir les ménages dans la transition énergétique, couplé à une absence de propositions ambitieuses sur la lutte contre la précarité énergétique, a contribué à affaiblir l'attrait d'Écolo auprès des électeurs des classes populaires. **L'incapacité d'Écolo à présenter un plan crédible de transition juste** – c'est-à-dire une transition **qui garantit que les plus vulnérables ne soient pas laissés de côté** – a été un facteur de déception majeur. Alors que la crise énergétique faisait rage, le manque d'accompagnement pour les ménages les plus précaires dans la rénovation énergétique de leur logement a été vu comme une défaillance importante. Les familles à faible revenu, confrontées à des factures d'énergie de plus en plus lourdes, ont préféré se tourner vers des partis qui promettaient des mesures immédiates pour alléger leurs dépenses plutôt que des promesses de changement à long terme.

L'échec de l'écologie politique en 2024 est ainsi le reflet d'un **changement des priorités de l'électorat**, qui, confronté à la crise économique et au coût de la vie, a préféré se tourner vers des partis promettant des **solutions immédiates pour soutenir leur pouvoir d'achat**. Les erreurs stratégiques du parti Écolo, notamment sa difficulté à proposer des mesures adaptées aux réalités économiques des classes populaires, sa communication parfois vue comme élitiste et son incapacité à concilier de manière convaincante ses ambitions environnementales avec une approche sociale plus inclusive, ont contribué à cette perte de confiance des électeurs.

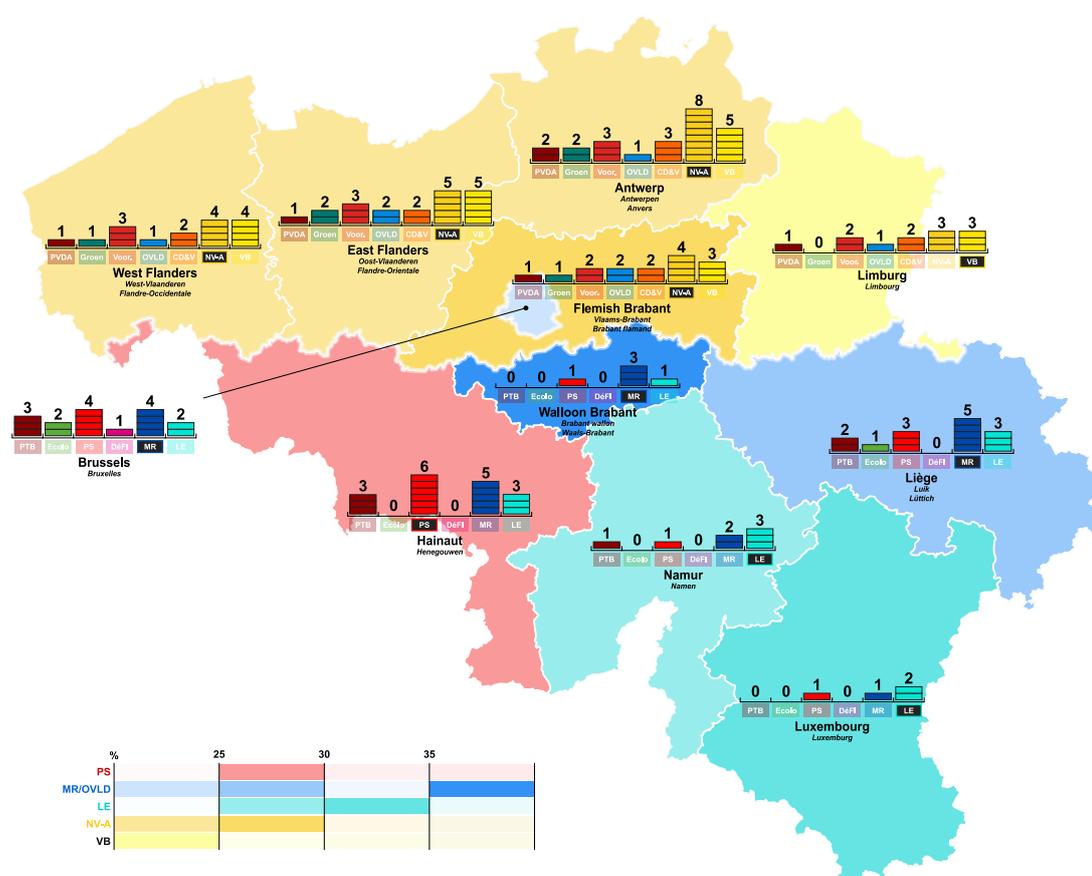
Pour les prochaines échéances électorales, le défi pour Écolo sera de **réinventer son discours**, de manière à le rendre plus accessible et plus connecté aux préoccupations quotidiennes des citoyens. Cela impliquera de trouver un juste équilibre entre les impératifs écologiques et les contraintes économiques des ménages, et de proposer une véritable transition juste, qui ne laisse personne de côté. L'avenir de l'écologie politique dépendra de sa capacité à faire comprendre que la lutte contre le changement climatique est non seulement nécessaire, mais peut aussi être une opportunité de créer une société plus équitable et plus solidaire.

3. Gouvernance et participation électorale

a. Gouvernements régional et fédéral

La droitisation de l'échiquier politique, le recentrage de certaines formations vers une ligne plus conservatrice et l'érosion des partis de gauche ont abouti à une recomposition des alliances, des politiques publiques et des dynamiques socio-économiques. Par exemple, le PS, autrefois incontournable dans les coalitions régionales et fédérales, a été affaibli par les résultats de 2024 et a dû s'effacer au profit de nouvelles configurations politiques.

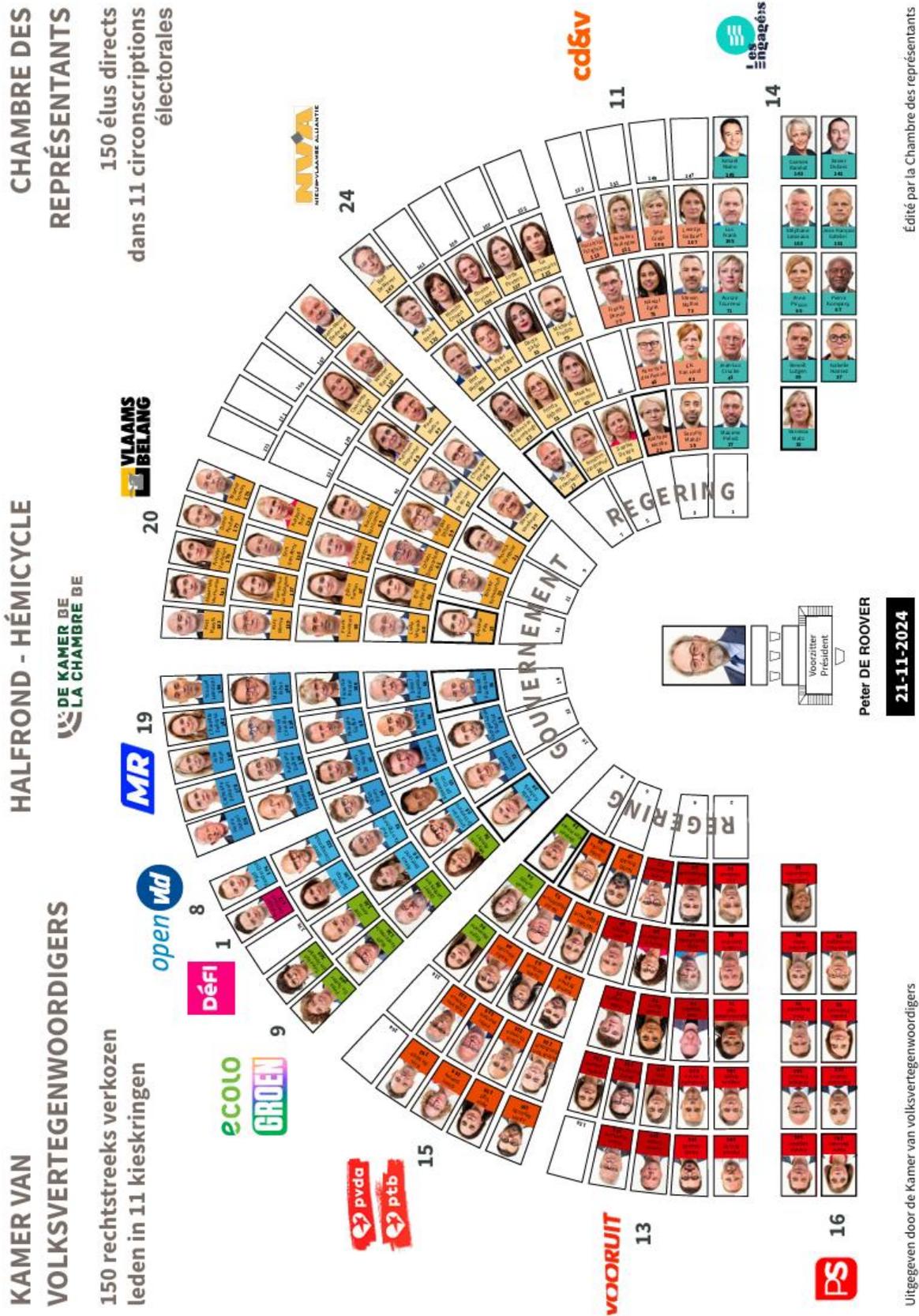
Carte 4. Répartition des sièges au niveau fédéral, par province¹¹



Au niveau fédéral, la formation d'un gouvernement stable est rendue complexe en raison des divergences idéologiques entre les partis francophones et flamands. La domination de la N-VA et du Vlaams Belang en Flandre a rendu difficile la constitution d'une coalition incluant des partis francophones qui se montrent plus réticents aux propositions de réforme de l'État prônées par la N-VA, telles que le confédéralisme et la décentralisation accrue des compétences.

¹¹ Commons, File:2024_Belgium_Chamber_of_Representatives_election.svg

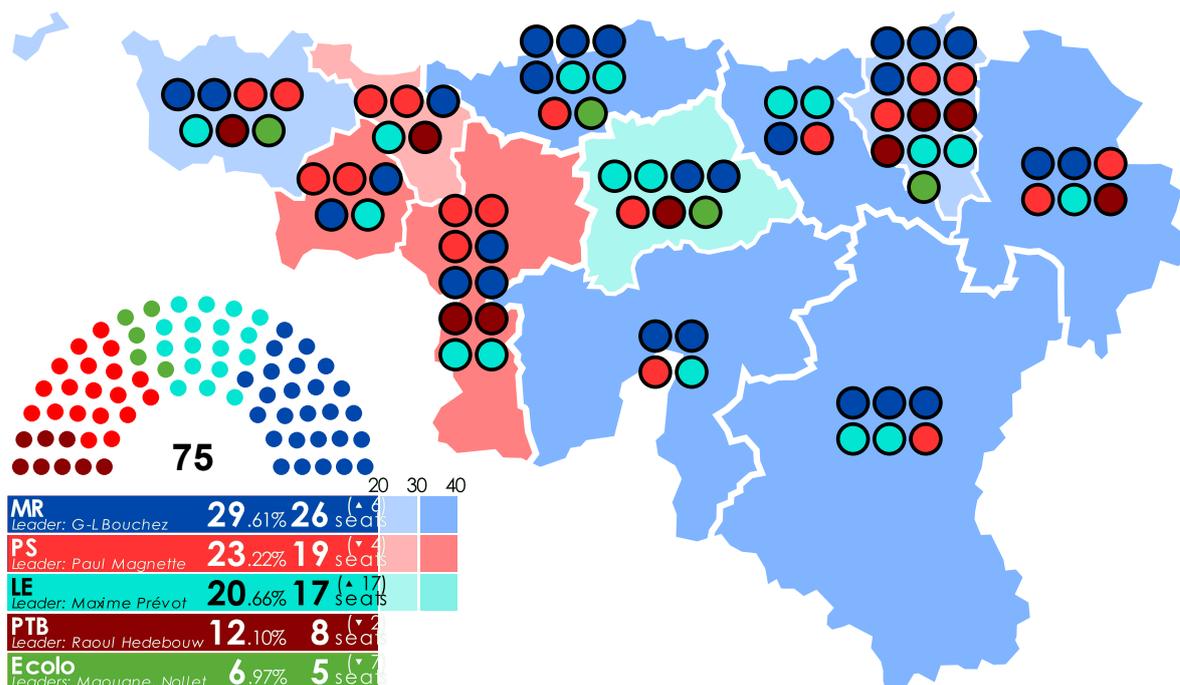
Grappe 11. Composition de la Chambre¹²



¹² https://www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/depute/halfrond_web_2024_04_07.pdf

Au parlement wallon, la victoire du MR et des Engagés a conduit à la formation de la coalition Azur, une alliance de centre-droit ayant exclu les partis de gauche traditionnels. Le repositionnement des Engagés vers un centre-droit plus assumé a permis d'aligner ses objectifs avec le MR, offrant ainsi une continuité politique et une certaine stabilité institutionnelle dans les décisions.

Carte 5. Répartition des sièges au niveau régional, par province¹³



Le passage de coalitions dominées par la gauche à des gouvernements orientés à droite risque toutefois de se traduire par une **révision des priorités en matière de politique sociale, économique et environnementale**. Ont ainsi été promises une série de réformes visant à réduire la dépendance aux aides sociales, en limitant la durée des allocations de chômage à deux ans et en introduisant des mesures incitatives pour encourager le retour à l'emploi.

Cette priorité donnée à **la rigueur budgétaire et à la réduction des aides sociales** risque d'accroître les inégalités socio-économiques, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables de la population. Elle pourrait notamment accroître la pauvreté dans les zones rurales, où les opportunités d'emploi sont limitées et où le filet social est essentiel. Bien qu'elles visent à renforcer la responsabilité individuelle et à valoriser le travail, elles risquent plutôt d'aggraver la précarité des catégories de la population qui dépendent de l'aide sociale pour subvenir à leurs besoins.

¹³ Commons, File: 2024_Walloon_Parliament_Election.svg

Le gouvernement wallon propose de stimuler l'emploi et l'investissement au travers de réductions d'impôts pour les entreprises, mais ces mesures soulèvent la question de leur **manque de solidarité envers les plus vulnérables** et on peut s'interroger sur la pertinence de ces mesures dans une population qui s'appauvrit de jour en jour.

Sur le **plan environnemental**, les réformes sont limitées par le manque de soutien de la droite pour des politiques ambitieuses de transition écologique. Écolo, qui a perdu une grande part de son influence au sein des coalitions, va rencontrer des difficultés à imposer ses priorités en matière de lutte contre le changement climatique, et les réformes environnementales ont été reléguées au second plan par les nouvelles coalitions de droite. Le transfert idéologique vers la droite conduit à une révision à la **baisse des ambitions climatiques et à un ralentissement des politiques de transition énergétique**, en dépit des enjeux cruciaux liés à la crise climatique.

Les conséquences sociales de ce transfert idéologique se manifestent également par une **exclusion accrue de certaines catégories de la population du système politique et social**. Les minorités, notamment celles issues de l'immigration, sont spécifiquement affectées par les nouvelles orientations en matière de politiques sociales et migratoires. Les propositions visant à limiter l'accès des aides sociales aux étrangers et à valoriser la contribution des « nationaux » créent un climat de méfiance et de repli communautaire qui fragilise la cohésion sociale.

En outre, la **stabilité du gouvernement fédéral** reste incertaine en raison de la fragilité des coalitions et de la nécessité de maintenir des compromis sur des questions cruciales. Les **tensions au sein des coalitions**, en particulier au niveau fédéral, pourraient conduire à des blocages institutionnels, rendant difficile la mise en œuvre des réformes nécessaires pour faire face aux défis économiques et sociaux. La Belgique risque de rester dans un état de gouvernance précaire, où les compromis nécessaires pour maintenir la stabilité sont obtenus au prix de l'inaction sur des sujets sensibles et de l'insatisfaction croissante des électeurs.

Les conséquences de cette recomposition politique se feront sentir à long terme et la capacité des gouvernements régionaux et fédéral à travailler ensemble, malgré les tensions, sera essentielle pour préserver la cohésion de la Belgique. Le défi est de taille, car il s'agit non seulement de **répondre aux attentes spécifiques de chaque région**, mais aussi de **maintenir une solidarité nationale** indispensable pour faire face aux défis communs et préserver l'unité du pays face aux forces centrifuges qui continuent de se développer.

b. Participation citoyenne et abstentionnisme

L'un des éléments révélateurs d'un désintérêt des citoyens pour les sujets politiques est le taux d'abstention élevé, notamment chez les jeunes et les catégories populaires.

17,18 % des électeurs n'ont pas fait entendre leur voix aux élections fédérales (**11,55 %**

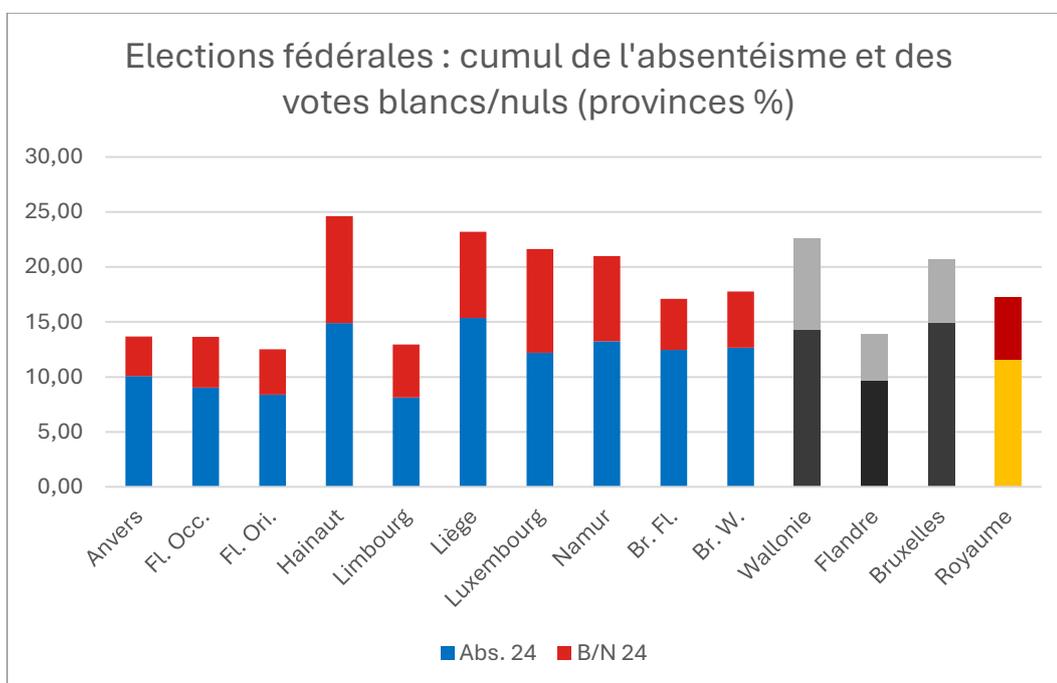
d'absence et 5,63 % d'abstention). Le sentiment de désillusion face à la capacité des partis à améliorer concrètement les conditions de vie, combiné à un discours politique de plus en plus polarisé, a poussé certains électeurs à se détourner des urnes.

Tableau 3. Absentéisme (Abs.) et votes blancs et nuls (B/N) aux élections fédérales (%)

	Anvers	Fl. Occ.	Fl. Ori.	Hainaut	Limbourg	Liège	Luxembourg	Namur	Br. FL.	Br. W.
Abs. 24	10.07	9.04	8.39	14.90	8.11	15.35	12.18	13.25	12.46	12.65
B/N 24	3.59	4.59	4.13	9.73	4.84	7.84	9.44	7.73	4.66	5.10

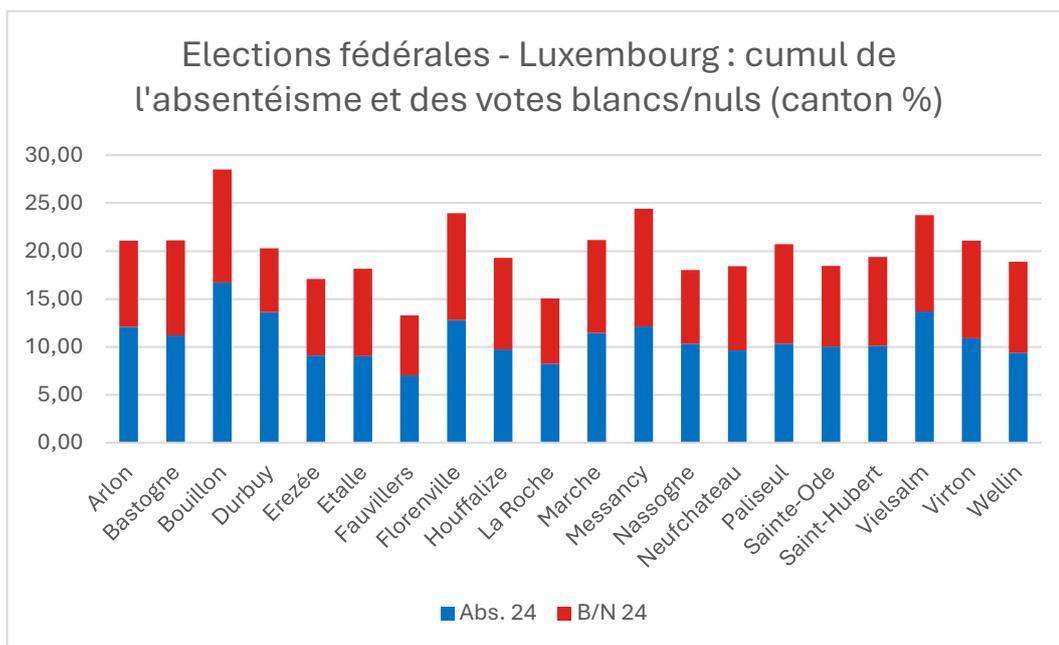
	Wallonie	Flandre	Bruxelles	Royaume
Abs. 24	14.32	9.63	14.96	11.55
B/N 24	8.31	4.25	5.74	5.63

Graphe 12. Elections fédérales : cumul par province (%)



La province de **Luxembourg** suit cette tendance wallonne avec **21,62 %** d'électeurs ne s'étant pas prononcés (**12,18 % d'absentéisme et 9,44 % d'abstention**), avec **quatre cantons dépassant les 22,5 %** (Bouillon, Florenville, Messancy et Vielsalm). Bien que l'absentéisme ait peu bougé depuis les dernières élections, la tendance à la hausse de l'abstention (+1 %) indique une croissance du nombre d'habitants ne se retrouvant dans aucune des propositions faites par les différents partis. Le canton de **Bouillon** se distingue dans cette tendance avec une augmentation de **1,61 %** d'absentéisme et **2,37 %** d'abstention, soit un gain de près de **4 %**, portant le total à **28,5 %**, soit 7 points au-dessus de la moyenne luxembourgeoise.

Grappe 13. Elections fédérales : cumul par canton (%)



Le contexte de recomposition politique pourrait toutefois favoriser l'émergence de nouvelles initiatives de participation citoyenne. La fragmentation de l'échiquier politique et la montée de la droite ont suscité des inquiétudes parmi certains citoyens, qui pourraient être motivés à **s'engager davantage au niveau local** pour contrebalancer la politique menée au niveau régional et fédéral.

Les **organisations syndicales et mutualistes**, historiquement proches des partis de gauche, pourraient également chercher à **jouer un rôle plus actif en mobilisant leurs membres pour défendre des politiques favorables aux travailleurs et aux familles**. En Wallonie, la mobilisation des syndicats pourrait être un facteur clé pour tenter de remobiliser les électeurs de gauche et contrer la dynamique favorable au MR et aux Engagés, en renforçant leur présence dans les débats publics et en organisant des actions de sensibilisation pour rappeler l'importance des acquis sociaux, notamment dans un contexte où des réformes de la sécurité sociale sont envisagées par le nouveau gouvernement régional.

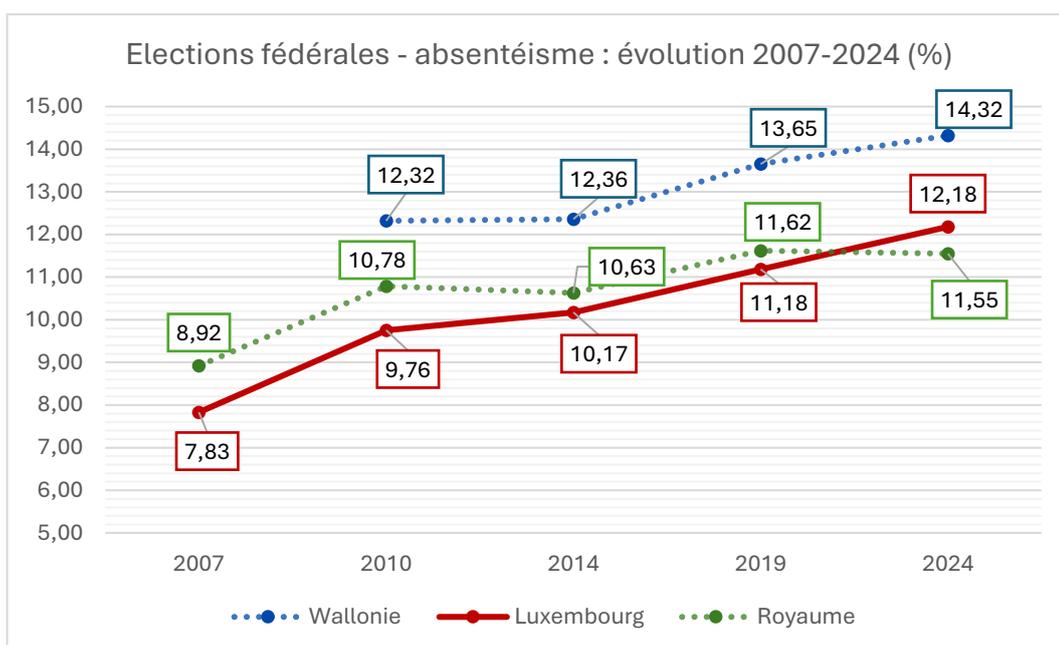
Les **syndicats belges** seront probablement très **attentifs aux réformes économiques libérales**, axées sur la réduction des dépenses publiques et la diminution des aides sociales. Les mutualités, de leur côté, chercheront à préserver un système de soins accessible et solidaire face à des propositions politiques qui pourraient remettre en cause l'universalité et l'accessibilité des services de santé. Les **associations de lutte contre la pauvreté**, comme ATD Quart Monde, n'hésiteront pas à **pointer du doigt les réformes sociales qui risquent d'aggraver la précarité**, en particulier celles concernant la réduction des aides sociales et la limitation des allocations de chômage. Enfin, les **groupes de défense des droits des minorités**, comme le MRAX (Mouvement

contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie), vont devoir **redoubler d'efforts contre la montée des discours identitaires et nationalistes**.

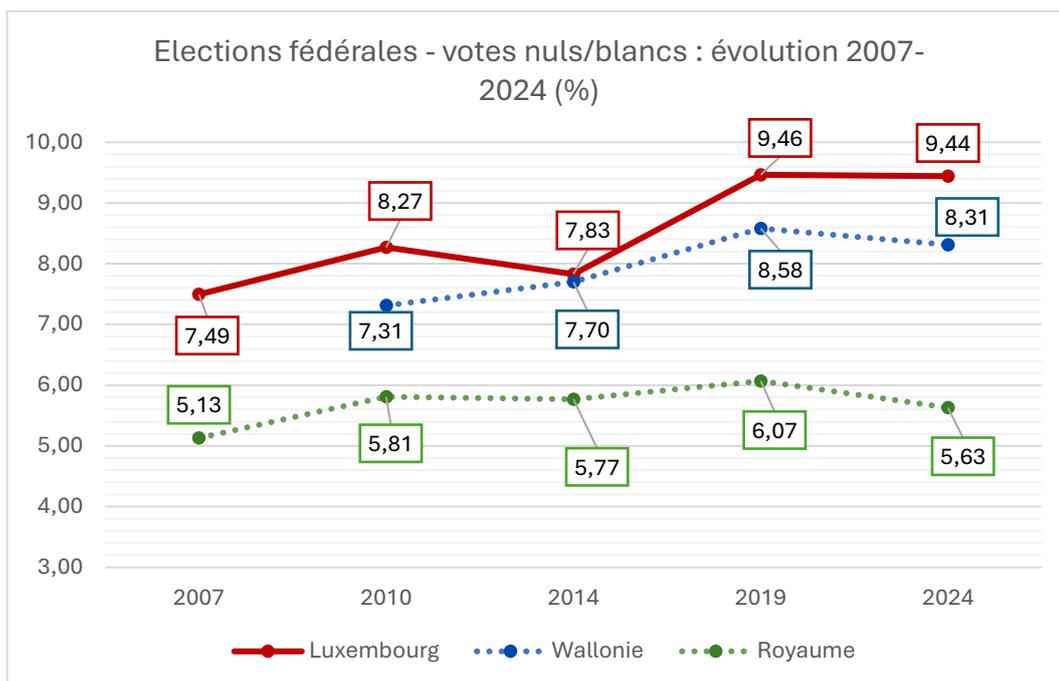
Par ailleurs, la recomposition politique et la perte de confiance dans les partis traditionnels pourraient ouvrir la voie à de nouvelles formes d'engagement citoyen. Les initiatives locales, les associations et les mouvements citoyens pourraient se développer davantage en proposant des **alternatives aux partis politiques** et en favorisant une **participation directe des citoyens à la vie politique**. Ces initiatives représentent une opportunité pour renouveler la démocratie locale et pour rapprocher les citoyens des décisions qui les concernent. En Wallonie, des organisations comme le MOC ont cherché à replacer le débat dans l'espace public en organisant des débats publics et des tables rondes sur des questions telles que la précarité, le logement et la sécurité sociale. Les communes elles-mêmes pourraient chercher à **favoriser la participation citoyenne** en mettant en place des mécanismes de consultation publique, des budgets participatifs ou des assemblées citoyennes. Ces mécanismes permettraient de donner plus de voix aux habitants, en particulier à ceux qui se sentent déconnectés du système politique et pourraient contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance et de responsabilité collective au sein des communes.

La participation citoyenne représente ainsi à la fois un défi et une opportunité. Le désenchantement vis-à-vis de la politique traditionnelle pourrait conduire à une augmentation de l'abstention, mais il pourrait également encourager de nouvelles formes de participation, **plus directes et plus locales**. Les initiatives citoyennes, les mouvements associatifs et les nouvelles formes d'engagement pourraient jouer un rôle crucial pour renouveler la démocratie et permettre aux citoyens de reprendre leur place dans la gestion des affaires publiques.

Graph 14. Elections fédérales : évolution de l'absentéisme (%)



Graphe 15. Elections fédérales : évolution de l'abstentionnisme (%)



4. Parité en politique et limites structurelles

a. Représentation des femmes

La question de la représentation féminine reste un enjeu central, malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, notamment grâce à des politiques de **quotas**. Des disparités subsistent entre les Régions, des différences entre les partis politiques, ainsi qu'une présence toujours limitée des femmes dans les postes à haute responsabilité, tant au niveau des exécutifs régionaux que fédéral.

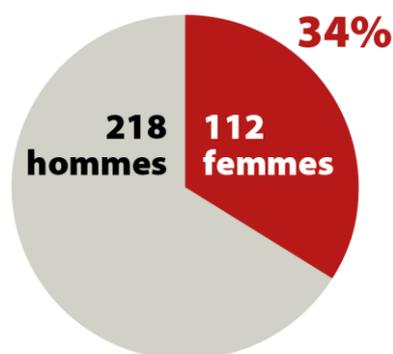
Sur les **330 listes présentées aux élections, 112 femmes** occupaient la première place (**34 %**). Les partis de gauche, comme le Parti Socialiste (PS) et Écolo, ont historiquement été les plus actifs en matière de promotion des femmes dans la vie politique, se fixant souvent des objectifs internes de parité plus ambitieux que ceux exigés par la loi. **En 2024, Écolo a placé 47,6 % de femmes** parmi ses représentants, grâce à une politique active de promotion des candidates et de soutien aux femmes élues. De son côté, **le PS n'a placé des femmes à la tête de ses listes que dans 31,6 % des cas, mais 52,6 % de ses représentants au Parlement wallon sont des élues.**

Le **MR** a présenté des listes plus homogènes avec **42,1 % de femmes** en tête de liste, mais seulement **46,2 % de ses d'élues au Parlement wallon**. **Les Engagés**, bien qu'affichant leurs positions nuancées sur les questions sociales et leur volonté d'assurer une transition plus équilibrée sans pour autant sacrifier la solidarité, peinent

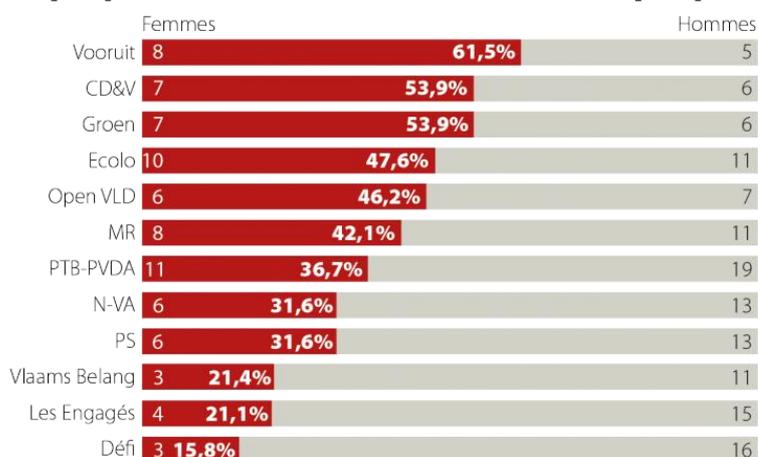
lourdement sur cette question, avec seulement **21,1 %** de têtes de liste féminines et **41,1 %** de représentantes au Parlement wallon.

Graphie 16. Répartition des têtes de liste, par genre¹⁴

Seule une liste sur trois est menée par une femme



La proportion de femmes en tête de liste par parti



Malgré la volonté affichée de progresser vers la parité, les partis traditionnels peinent ainsi encore à garantir une représentation féminine équitable dans leurs instances de décision. Si la représentation des femmes dans les parlements s'améliore lentement, l'accès des femmes aux postes à haute responsabilité reste un défi majeur. En 2024, le nombre de ministres femmes dans les instances régionales et fédérale est demeuré insuffisant, en dépit des engagements pris par les différents partis lors des campagnes électorales. Au niveau fédéral, seulement **42,7 %** des parlementaires sont des femmes. Au Parlement wallon, la situation est meilleure, avec **49,3 %**, mais ce chiffre demeure symboliquement sous la majorité.

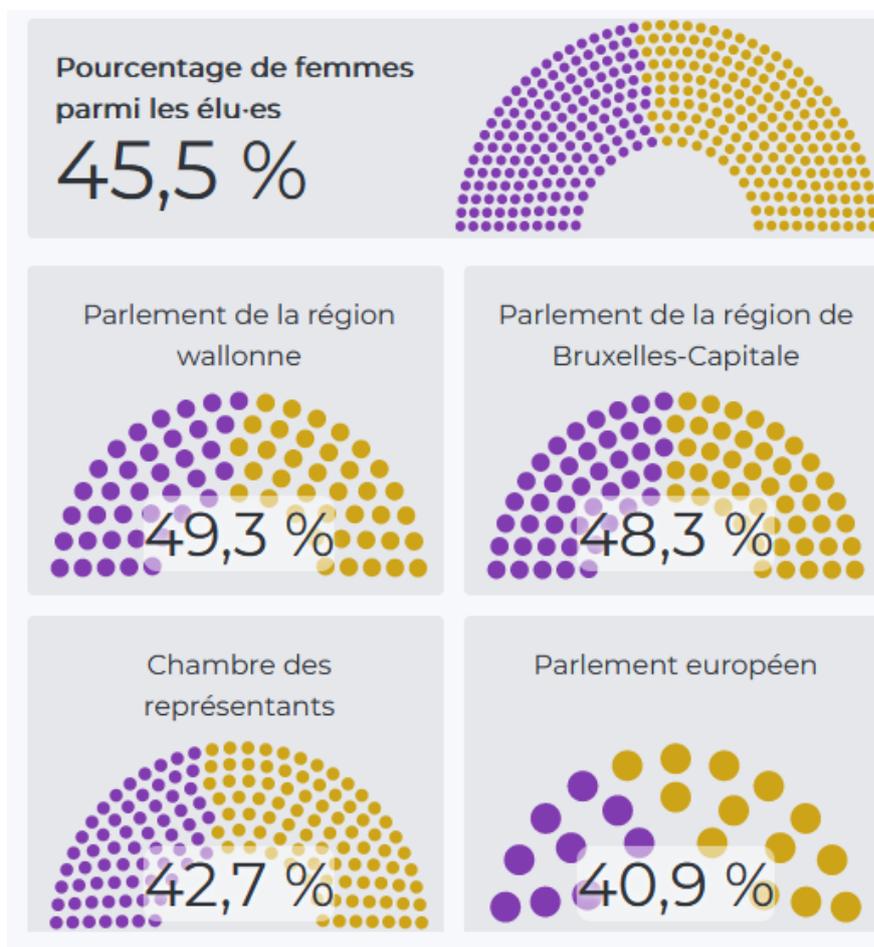
Par ailleurs, la représentation des femmes au sein des listes s'inscrit en adéquation avec une discrimination de l'électorat qu'il cherche à représenter. Ainsi, les hommes ont été plus enclins à voter pour le MR, avec **32,4 % des hommes** contre seulement **24,4 % des femmes**. Cette différence peut être attribuée à la perception du MR comme un parti qui valorise la réussite individuelle et l'effort, des valeurs souvent associées aux stéréotypes masculins de « réussite par le travail ». Les hommes, en particulier dans les professions indépendantes et les métiers techniques, ont pu s'identifier à cette rhétorique de responsabilisation et de réduction des aides sociales.

En revanche, les femmes ont montré une préférence pour des partis plus orientés vers la solidarité et la protection sociale, bien que cette tendance soit moins marquée qu'auparavant. **23,7 % des femmes ont voté pour le PS** contre **20,2 % des hommes**. Le PS, malgré ses difficultés, a réussi à maintenir un certain attrait auprès des électrices en raison de son programme axé sur le renforcement des services publics, l'égalité

¹⁴ « Elections 2024 : les têtes de liste sont toujours (largement) occupées par des hommes », Le Soir, 18 avril 2024

salariale et la protection des droits sociaux, notamment des droits liés à la famille et à la santé.

Graph 17. Pourcentage de femmes dans les parlements¹⁵



En province de Luxembourg, malgré le peu d'élus (**4 au Fédéral, 6 à la Région**), on note une tendance persistante à privilégier les hommes aux positions de tête de liste. Parmi les listes ayant remporté des sièges au **fédéral**, toutes **sont menées par des hommes** (Elus - MR : Benoit Piedboeuf ; PS : Philippe Courard ; Engagés : Benoit Lutgen, Valérie Lescrenier). Cette sous-représentation des femmes à des postes à haute visibilité reste un défi majeur pour une province où la politique semble encore dominée par des figures masculines.

¹⁵ « Les élus les plus jeunes, les parlements les plus paritaires ou les plus expérimentés : quels sont les profils des nouveaux députés belges ? », RTBF, 11 juin 2024.

Tableau 4. Personnalités luxembourgeoises à la Chambre



Philippe Courard (PS)



Valérie Lescrenier (Engagés)



Benoit Lutgen (Engagés)



Benoit Piedboeuf (MR)

A la région, on retrouve les 3 mêmes partis, avec **seulement une femme désignée comme tête** (Elus - MR : Willy Borsus, Anne Laffut, Yves Evrard ; PS : Melissa Hanus ; Engagés : François Huberty, Anne-Catherine Goffinet).

Tableau 5. Personnalités luxembourgeoises à la Région



Willy Borsus (MR)



Yves Evrard (MR)



Anne-Catherine Goffinet (Engagés)



Melissa Hanus (PS)



François Huberty (Engagés)



Anne Laffut (MR)

Au total des deux niveaux de pouvoir, nous avons donc **5 listes élues sur 6 avec une tête de liste masculine et 4 représentantes parmi les 10 personnes** ayant remportées un siège (**40 %**) ; des tendances éloignées d'une véritable parité. Notons également l'absence d'une multiculturalité au sein des personnalités élues.

b. Défis structurels à la participation des femmes

Les obstacles à une participation équitable des femmes en politique sont nombreux et souvent structurels. Les **contraintes familiales et domestiques**, qui pèsent encore de manière disproportionnée sur les femmes, constituent un frein majeur à leur engagement en politique. Malgré les progrès en matière de répartition des responsabilités familiales, **les femmes restent souvent les principales responsables des soins aux enfants et aux personnes âgées**, ce qui limite leur capacité à s'engager pleinement dans des activités politiques exigeantes en termes de temps et de flexibilité.

La culture politique belge, bien qu'évoluant lentement, reste dominée par des réseaux masculins, où les femmes ont moins d'opportunités pour accéder aux postes de décision. Ces réseaux informels, souvent fondés sur des liens de longue date entre hommes politiques, constituent des barrières invisibles pour les femmes, qui sont moins intégrées dans ces cercles de pouvoir. Cette **culture de l'entre-soi masculin** est

marquée dans les partis de droite mais existe aussi dans les partis de gauche, malgré des discours plus progressistes sur l'égalité des sexes.

Le **manque de mesures de soutien concrètes pour les femmes en politique**, telles que des services de garde pour leurs enfants ou des aménagements horaires, continue d'être un obstacle important. Bien que certains partis aient mis en place des initiatives pour encourager la participation des femmes, ces mesures restent souvent insuffisantes ou mal appliquées. En outre, les femmes en politique doivent souvent **faire face à des stéréotypes de genre** et à des attentes différentes de celles de leurs homologues masculins, ce qui les oblige à travailler plus dur pour obtenir la même reconnaissance.

Face à ces défis persistants, les **organisations féministes** ont intensifié leur mobilisation pour promouvoir la participation des femmes en politique et garantir une représentation égale dans les postes à responsabilité. Des associations telles que Vie Féminine, le Conseil des Femmes Francophones de Belgique (CFFB) et Furia ont mené des **campagnes pour sensibiliser le public à l'importance de l'égalité des genres en politique** et ont fait pression sur les partis pour qu'ils s'engagent à respecter la parité.

Ces organisations ont également plaidé pour des mesures plus contraignantes, telles que **l'imposition de quotas de genre non seulement sur les listes électorales, mais aussi au sein des exécutifs gouvernementaux** et pour des sanctions financières en cas de non-respect de ces quotas. Elles ont également encouragé les partis à mettre en place des programmes de mentorat pour les candidates, afin de les aider à développer leurs compétences et à surmonter les obstacles à leur participation en politique.

La **mobilisation médiatique** a aussi été un levier important pour les organisations féministes. Les médias ont été utilisés comme une plateforme pour **dénoncer le manque de parité dans les gouvernements** et pour mettre en lumière les femmes politiques sous-représentées dans les postes de décision. Cette pression publique a contribué à accroître la visibilité de la question de la participation des femmes en politique et à encourager certains partis à prendre des mesures pour améliorer la situation.

Au-delà d'une recherche de parité numérique, la représentation des femmes doit aussi s'étudier qualitativement. **La parité se limite en effet souvent aux postes secondaires**, tandis que les postes de pouvoir restent largement occupés par des hommes. Par exemple, après la démission de Sophie Wilmès, seule Petra De Sutter représentait les femmes dans le conseil restreint et les ministères attribués aux femmes sont généralement des portefeuilles liés à la famille, à la santé et à l'inclusion sociale ; des postes parfois considérés comme politiquement « moins stratégiques ».

Le **manque de femmes dans les postes de direction** au sein des partis eux-mêmes constitue un frein à une représentation équitable, d'autant plus que les figures

féminines qui émergent sont souvent cantonnées à des rôles symboliques plutôt qu'à des positions de pouvoir effectif.

En Wallonie, le défi de la parité est accentué par la **difficulté de changer les mentalités et de surmonter les stéréotypes**. Les femmes en politique doivent non seulement prouver leurs compétences, mais également lutter contre les préjugés qui les assignent à certains rôles et portefeuilles. Malgré les quotas, l'égalité des chances est loin d'être atteinte dans les faits et les partis doivent encore démontrer leur volonté de promouvoir la diversité au sein des cadres dirigeants, en mettant en avant davantage de figures féminines dans des positions visibles et influentes.

5. Conclusion

a. Synthèse des tendances

i. Droite renforcée et gauche fragmentée

L'une des tendances majeures des élections de 2024 est **la consolidation des partis de droite et de centre-droit**, comme le Mouvement Réformateur (MR) et Les Engagés, qui ont su s'accaparer l'attention d'un électorat en quête de stabilité économique et de sécurité. La progression du MR, qui a enregistré près de 30 % des voix en Wallonie, est symptomatique d'une demande croissante pour des réformes libérales et une valorisation du travail. De même, Les Engagés ont réussi à doubler leur score de 2019 en se repositionnant au centre-droit, attirant les électeurs qui voulaient une alternative pragmatique au PS.

En parallèle, **la gauche a connu une fragmentation accrue**, avec un Parti Socialiste (PS) affaibli et un parti Écolo en recul significatif, notamment en raison de la perception de ses politiques environnementales comme trop élitistes dans un contexte de crise du coût de la vie. Le PTB, malgré sa base militante engagée, n'a pas réussi à étendre son influence au-delà de ses bastions traditionnels. La gauche, en général, n'a pas su proposer des alternatives crédibles et attractives pour contrer l'avancée de la droite, laissant de nombreuses catégories de la population sans représentation adéquate de leurs intérêts socio-économiques.

ii. Un contexte européen de droitisation

La montée des forces de droite en Belgique s'inscrit dans une **tendance européenne** plus large, marquée par un glissement **vers le conservatisme et les discours identitaires**. En Flandre, la N-VA a maintenu sa position dominante, tandis que le Vlaams Belang a continué sa progression, profitant du durcissement des positions sur l'immigration et la sécurité. La polarisation croissante entre la Flandre et les régions francophones est un reflet de la fragmentation du débat public, avec des différences de plus en plus marquées en matière de priorités politiques et de perceptions sociétales.

Cette droitisation du contexte belge et européen a influencé les politiques publiques, en **reléguant les questions de solidarité sociale et de transition écologique au second plan**, au profit de discours sur la sécurité, la maîtrise de l'immigration et la relance économique. Le nationalisme et les préoccupations identitaires sont devenus des thématiques centrales, surtout en Flandre, où les électeurs ont exprimé un rejet croissant des politiques ressenties comme imposées par Bruxelles et défendant des intérêts non-flamands.

iii. Représentation et participation

La participation citoyenne et la représentation des femmes et des minorités restent des défis majeurs pour la démocratie belge. Les quotas de genre ont certes permis de respecter en théorie la proportion de femmes sur les listes, mais **l'accès des femmes aux postes à haute responsabilité reste limité**. Les postes décisionnels dans les gouvernements et les commissions parlementaires continuent d'être majoritairement occupés par des hommes et les partis de droite ont montré une réticence à promouvoir une véritable parité, se contentant souvent de remplir les quotas sans garantir un accès équitable aux positions de pouvoir.

Les minorités ethniques sont également **largement sous-représentées**, en dépit de la diversité croissante de la population belge. Cette sous-représentation limite la capacité des institutions à répondre aux besoins de l'ensemble des citoyens et à intégrer les perspectives des communautés minoritaires. Les initiatives pour promouvoir la diversité sur les listes électorales restent insuffisantes et dépendent fortement de la volonté des partis.

b. Evolution future des partis

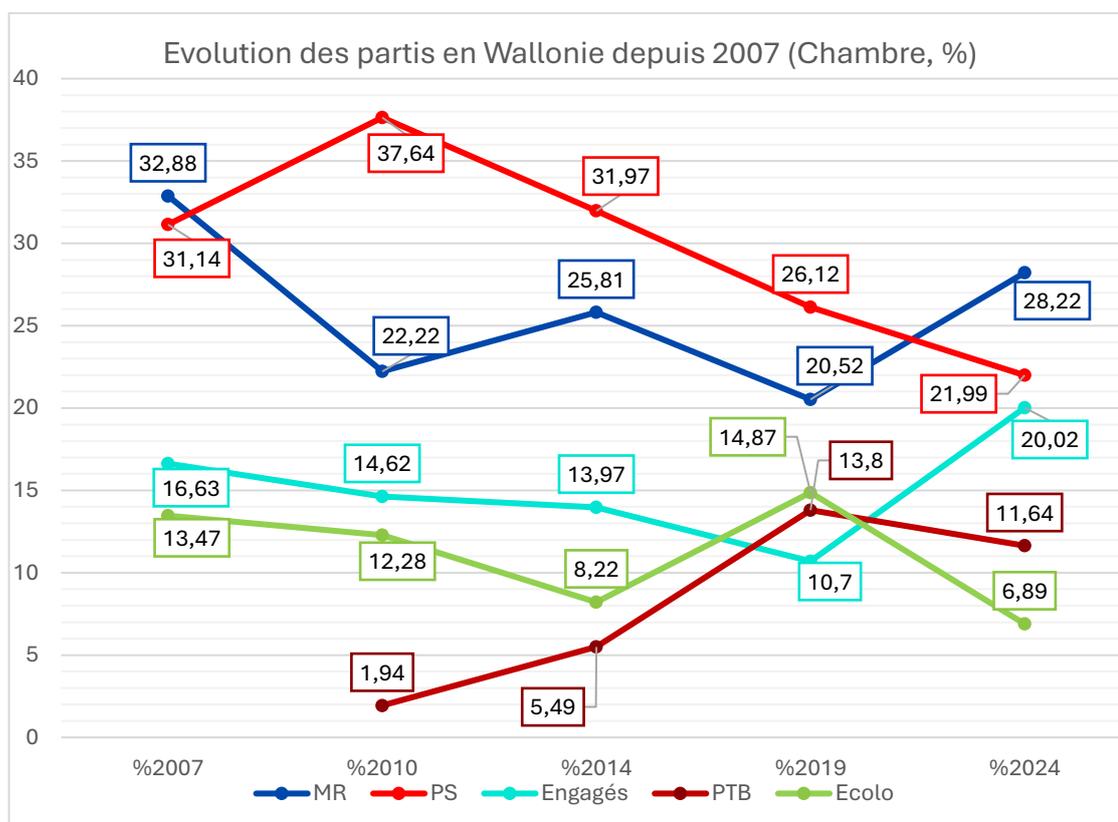
Le Mouvement Réformateur (MR)

Le MR est sorti renforcé des élections de 2024, devenant **le premier parti de Wallonie**, en grande partie grâce à son message axé sur la valorisation du travail, la rigueur budgétaire et le soutien aux entrepreneurs. Cependant, la capacité du MR à maintenir cette dynamique dépendra de sa capacité à répondre aux attentes des électeurs déçus par les partis de gauche, notamment sur le plan économique et social.

Le **défi principal** pour le MR sera de **concilier les attentes d'une base électorale hétérogène**, composée à la fois d'entrepreneurs et de classes moyennes en quête de stabilité économique. Le parti devra également **faire face à la montée de la concurrence à droite**, notamment avec la progression des Engagés et la pression des partis nationalistes en Flandre. En réponse à ces défis, le MR pourrait chercher à renforcer son positionnement sur des questions sécuritaires et identitaires, tout en mettant en œuvre des réformes structurelles visant à moderniser l'économie wallonne et à réduire le chômage.

L'accent mis par le MR sur la réduction des aides sociales et la valorisation du travail pourrait cependant créer des tensions avec une partie de la population qui continue de dépendre de ces aides. Le risque est d'accentuer le fossé entre les « gagnants » de la mondialisation, souvent favorisés par les politiques libérales, et les « perdants », qui voient dans les réformes du MR une menace pour la sécurité sociale. Le parti devra donc **naviguer prudemment entre la rigueur budgétaire et la préservation d'un filet de sécurité sociale** pour éviter de perdre le soutien des classes populaires.

Graph 18. Evolution des partis en Wallonie depuis 2007 (Chambre, %)



Les Engagés (LE)

Les Engagés ont fait un **retour remarquable sur la scène politique wallonne**, doublant pratiquement leur score de 2019. Leur repositionnement en tant que force centriste et leur capacité à attirer des électeurs à la recherche d'une alternative modérée entre les discours libéraux du MR et la radicalité du PTB ont été des éléments déterminants de ce succès.

Les Engagés ont centré leur campagne sur des propositions équilibrées, **mêlant soutien à l'entrepreneuriat et maintien d'une certaine solidarité sociale**. Ce positionnement leur a permis de séduire les électeurs du centre-gauche, déçus par la perte de vitesse du PS, tout en attirant certains électeurs du MR qui souhaitaient une

approche plus nuancée en matière sociale. Le défi pour Les Engagés sera de prouver leur capacité à gouverner efficacement, notamment dans le cadre de la coalition Azur avec le MR, en maintenant une politique qui équilibre rigueur budgétaire et justice sociale.

Leur succès repose également sur la **capacité du parti à rester connecté aux préoccupations des citoyens** tout en proposant des solutions concrètes aux défis économiques et sociaux. Les Engagés pourraient chercher à se démarquer davantage du MR en mettant en avant des propositions visant à renforcer la cohésion sociale, à améliorer les services publics, et à lutter contre la précarité, tout en soutenant la croissance économique.

Parti Socialiste (PS)

Le PS a connu une perte significative de son électorat, illustrant l'**érosion continue de la gauche traditionnelle** face à des attentes sociétales en mutation. Cette chute s'explique par la perception d'un parti en décalage avec les préoccupations actuelles des électeurs, notamment sur les questions économiques, où le PS est souvent apparu comme trop conservateur et incapable de proposer des solutions innovantes.

Le PS devra impérativement renouveler son discours et se reconnecter avec ses bases traditionnelles tout en attirant de nouveaux électeurs, notamment parmi les jeunes et les classes moyennes qui se tournent désormais vers d'autres formations. Pour cela, le parti pourrait chercher à **redéfinir sa stratégie en adoptant un discours plus offensif sur la question des inégalités** et en se montrant plus ouvert à des alliances avec des mouvements citoyens et des syndicats. Le PS devra également s'adapter aux nouvelles formes de mobilisation, notamment sur les réseaux sociaux, pour toucher un public plus jeune et plus diversifié.

Le défi pour le PS sera de **se réinventer tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales de solidarité et de justice sociale**. Il devra également trouver une réponse efficace à la montée en puissance du PTB, qui capte une partie de l'électorat populaire en misant sur des propositions radicales et un discours de rupture avec l'ordre établi. Le PS pourrait chercher à se différencier du PTB en proposant des solutions concrètes et pragmatiques aux problèmes de précarité et de chômage, tout en adoptant un ton moins institutionnel et plus proche des réalités vécues par les électeurs.

Ecolo

Ecolo a subi une défaite importante en 2024, perdant plus de la moitié de son électorat par rapport à 2019. Cette chute est due à la **perception de ses propositions environnementales comme étant trop contraignantes** dans un contexte de crise économique, où la priorité des électeurs s'est déplacée vers les questions de pouvoir d'achat et de sécurité.

Le principal défi pour Écolo sera de **trouver un équilibre entre ses ambitions environnementales et la réalité socio-économique des électeurs**. Le parti devra réajuster son discours pour qu'il soit perçu comme plus inclusif et adapté aux préoccupations des citoyens en difficulté. Il pourrait également chercher à promouvoir des solutions innovantes qui combinent transition écologique et amélioration des conditions de vie, par exemple en mettant l'accent sur la création d'emplois verts et les économies d'énergie accessibles à tous.

Pour reconquérir son électorat, Écolo devra également travailler à **se repositionner sur la scène politique comme un acteur incontournable de la transition énergétique**, tout en prenant en compte les défis sociaux. Le parti pourrait ainsi mettre en avant des politiques visant à réduire la précarité énergétique, notamment par des investissements dans la rénovation des logements sociaux et des aides directes aux familles pour améliorer leur efficacité énergétique. Cela pourrait permettre à Écolo de répondre à la fois aux préoccupations écologiques et économiques, tout en renforçant son ancrage au sein de l'électorat populaire.

Parti du Travail de Belgique (PTB)

Le PTB, bien qu'en léger recul en 2024, continue de représenter une force contestataire importante sur la scène politique belge. Ce recul peut s'expliquer par la perception du PTB comme un parti trop radical, dont les propositions manquent de réalisme aux yeux de nombreux électeurs.

Le principal défi pour le PTB sera de **gagner en crédibilité tout en maintenant son discours de rupture avec les partis traditionnels**. Le parti pourrait chercher à affiner certaines de ses propositions économiques pour les rendre plus pragmatiques et ainsi attirer une partie de l'électorat populaire qui, bien que critique du système, reste sceptique quant aux solutions radicales proposées par le PTB. Le parti devra également se montrer plus présent sur des sujets locaux, en particulier dans les régions touchées par la désindustrialisation, afin de renforcer son ancrage territorial.

Le PTB pourrait également s'efforcer de **se différencier** des autres partis de **gauche en mettant en avant des propositions concrètes sur des sujets tels que le logement, la santé et le pouvoir d'achat**. Pour ce faire, il pourrait par exemple proposer des politiques de contrôle des loyers ou de renationalisation de certains secteurs stratégiques, tout en cherchant à démontrer la faisabilité de ces mesures. Cela permettrait au PTB de se positionner comme une alternative crédible pour les électeurs déçus par le PS et Écolo, tout en élargissant son public cible.

c. Perspectives pour l'avenir

i. La nécessité de réinventer la gauche

Le PS, Écolo et le PTB doivent travailler sur des propositions qui soient à la fois socialement justes et économiquement crédibles, capables de répondre aux attentes d'une population préoccupée par la sécurité économique, la qualité de l'emploi et le coût de la vie. Pour regagner du terrain face à la droite, la gauche devra également renouveler son discours pour qu'il soit en phase avec les **préoccupations des classes moyennes et populaires**, sans négliger l'importance des **politiques environnementales et de solidarité sociale**.

L'amélioration de la représentation des femmes et des minorités au sein des partis de gauche est également cruciale pour leur permettre de **mieux refléter la diversité de la société belge** et de s'ouvrir à de nouveaux électeurs. Les partis de gauche ont l'opportunité de promouvoir une nouvelle génération de leaders, issus de milieux divers, qui seraient capables de porter un discours de justice sociale, de solidarité et d'inclusivité, répondant aux attentes de ceux qui se sentent laissés pour compte par les politiques libérales.

ii. Un défi pour la cohésion fédérale

La montée des revendications nationalistes et la demande de plus grande autonomie pour la Flandre, portée par la N-VA, risquent de rendre plus difficile la formation de coalitions fédérales stables et la mise en œuvre de politiques communes. **Le risque est que le débat institutionnel** sur la réforme de l'État et la répartition des compétences **occulte les questions économiques et sociales**, au détriment de l'ensemble des citoyens.

Pour préserver la stabilité institutionnelle du pays, il sera crucial de trouver un équilibre entre les aspirations à l'autonomie de la Flandre et la nécessité de maintenir une solidarité interrégionale. Les partis politiques devront **faire preuve de pragmatisme et de volonté de compromis** pour éviter une fragmentation accrue et garantir que la Belgique puisse répondre aux défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels elle est confrontée.

iii. Une redynamisation de l'implication citoyenne

Les taux d'abstention en augmentation, en particulier parmi les jeunes et les catégories les plus précarisées, reflètent une **désillusion croissante vis-à-vis des institutions politiques** et de leur capacité à améliorer la vie quotidienne des citoyens. Pour renforcer la participation citoyenne, il sera essentiel de rapprocher les institutions des citoyens, en renforçant les mécanismes de démocratie participative tels que les consultations publiques, les assemblées citoyennes et les initiatives locales.

Les partis politiques doivent également prendre des mesures pour **promouvoir la diversité et l'inclusion**, en s'assurant que leurs listes de candidats reflètent la société

dans toute sa diversité. L'adoption de quotas plus contraignants pour les postes de responsabilité, la mise en place de programmes de mentorat pour les candidats issus des minorités et le soutien aux femmes dans leurs responsabilités familiales pour leur permettre de s'engager en politique sont autant de mesures nécessaires pour parvenir à une démocratie véritablement inclusive et dans laquelle le citoyen puisse se reconnaître dans les élus qu'il désigne.

iv. L'enjeu de la transition écologique

Les partis politiques, en particulier ceux de droite, devront intégrer **la transition énergétique** et la lutte contre le changement climatique dans leur agenda, sans les percevoir uniquement comme des contraintes économiques. Pour que cette transition soit acceptée par l'ensemble de la population, elle **devra être menée de manière socialement juste**, en garantissant que les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte et en assurant une redistribution équitable des coûts et des bénéfices.

Les **associations environnementales et les ONG** ont un rôle crucial à jouer pour **maintenir la pression sur les gouvernements** et pour rappeler l'importance de ces enjeux à long terme. Une transition écologique réussie ne peut être menée sans l'adhésion de la société civile et sans des politiques publiques ambitieuses en matière de développement durable, d'énergies renouvelables et de mobilité douce.

v. En bref

Les élections de 2024 en Belgique ont révélé des dynamiques de changement importantes, avec une recomposition de l'échiquier politique, une montée des partis de droite et de centre-droit, et des défis persistants en matière de représentation et de participation. **L'avenir de la Belgique dépendra de sa capacité à répondre à ces défis**, en trouvant des compromis institutionnels, en favorisant une participation politique plus inclusive et en garantissant une transition écologique qui soit équitable et soutenable.

Pour les partis politiques, **la clé du succès résidera dans leur capacité à s'adapter aux nouvelles attentes des citoyens**, à renouveler leur offre politique, et à promouvoir une démocratie plus participative et plus représentative. Face à un contexte marqué par l'incertitude et la fragmentation, la Belgique devra faire preuve de résilience et d'innovation pour préserver son modèle démocratique, assurer la cohésion de sa société et garantir un avenir prospère pour l'ensemble de ses citoyens.

6. Annexes

a. Taux de pénétration

i. Chambre

Taux de pénétration – Chambre (Royaume)					
Couleur	#	Candidats	Liste	%	Circonscription
	1	De Wever Bart	N-VA	21,44	Anvers
	2	Prévot Maxime	Engagés	15,17	Namur
	3	Lutgen Benoît	Engagés	12,82	Luxembourg
	4	Magnette Paul	PS	12,19	Hainaut
	5	Reuter Florence	MR	10,94	Brabant wallon
	6	Piedboeuf Benoit	MR	10,9	Luxembourg
	7	Bouchez Georges-Louis	MR	10,74	Hainaut
	8	Francken Theo	N-VA	10,3	Brabant Flamant
	9	Jeholet Pierre-Yves	MR	10,18	Liège
	10	Coppieters Yves	Engagés	7,86	Brabant Wallon
	11	Depraetere Melissa	Vooruit	7,73	Flandre occidentale
	12	Clarival David	MR	7,53	Namur
	13	Dedecker Jean-Marie	N-VA	7,09	Flandre occidentale
	14	Daerden Frédéric	PS	7,04	Liège
	15	Hedebouw Raoul	PTB	6,7	Liège
	16	Lescrenier Valérie	Engagés	6,46	Luxembourg
	17	Crucifix Laurence	MR	6,3	Luxembourg
	18	De Sutter Petra	Groen	6,23	Flandre orientale
	19	Ponthier Annick	VB	6,04	Limbourg
	20	Courard Philippe	PS	5,99	Luxembourg

Taux de pénétration – Chambre (Luxembourg)				
Couleur	#	Candidats	Liste	%
	1	Lutgen Benoît	Engagés	12,82
	2	Piedboeuf Benoit	MR	10,90
	3	Lescrenier Valérie	Engagés	6,46
	4	Crucifix Laurence	MR	6,30
	5	Courard Philippe	PS	5,99
	6	Rossignol Mathieu	MR	5,12
	7	Kinard François	Engagés	5,03
	8	Hannard Marie-Eve	Engagés	4,66
	9	Ramlot Carmen	Engagés	4,65
	10	Mayon Jessica	MR	4,33

	11	Deblire Elie	Engagés	3,85
	12	Docquier Pablo	MR	3,56
	13	Bontemps Philippe	Engagés	3,27
	14	Biordi Véronique	PS	2,93
	15	Léonard Sophie	MR	2,89
	16	Lamesch-Neyens Anne	Engagés	2,78
	17	Waltzing Olivier	MR	2,50
	18	Molhan Sophie	MR	2,43
	19	Monfort Inès	MR	2,38
	20	Robert Guillaume	Engagés	2,27

ii. Région wallonne

Taux de pénétration – Région (Wallonie)					
Couleur	#	Candidats	Liste	%	Circonscription
	1	Martin Nicolas	PS	14,77	Mons
	2	Borsus Willy	MR	13,51	Arlon-Marche-en-Famenne-Bastogne-Neufchâteau-Virton
	3	Fournaux Richard	MR	11,67	Dinant-Philippeville
	4	Galant Jacqueline	MR	11,13	Mons
	5	Devin Laurent	PS	9,52	Soignies-La Louvière
	6	De Bue Valérie	MR	8,91	Nivelles
	7	Morreale Christie	PS	8,83	Liège
	8	Dermine Thomas	PS	8,79	Charleroi-Thuin
	9	Cassart-Mailleux Caroline	MR	8,51	Huy-Waremme
	10	Collignon Christophe	PS	8,37	Huy-Waremme
	11	Huberty François	Engagés	7,73	Arlon-Marche-en-Famenne-Bastogne-Neufchâteau-Virton
	12	Dolimont Adrien	MR	7,72	Charleroi-Thuin
	13	Laffut Anne	MR	7,69	Arlon-Marche-en-Famenne-Bastogne-Neufchâteau-Virton
	14	Hanus Mélissa	PS	7,10	Arlon-Marche-en-Famenne-Bastogne-Neufchâteau-Virton
	15	Gardier Charles	MR	6,96	Verviers
	16	Bastin Christophe	Engagés	6,94	Dinant-Philippeville
	17	Douette Manu	MR	6,83	Huy-Waremme
	18	Daye Maxime	MR	6,79	Soignies-La Louvière
	19	Marghem Marie-Christine	MR	6,75	Tournai-Ath-Mouscron
	20	Dejardin Valérie	PS	6,73	Verviers

Taux de pénétration – Région (Luxembourg)				
Couleur	#	Candidats	Liste	%
	1	Borsus Willy	MR	13,51
	2	Huberty François	Engagés	7,73
	3	Laffut Anne	MR	7,69
	4	Hanus Méliissa	PS	7,10
	5	Goffinet Anne-Catherine	Engagés	6,14
	6	Bonnet Coralie	Engagés	4,92
	7	Evrard Yves	MR	4,58
	8	Gregoire Nicolas	Engagés	4,44
	9	Maziers Pauline	MR	4,10
	10	Aubry Jacques	MR	4,05
	11	Janssens Carole	MR	3,99
	12	Michel Isabelle	Engagés	3,54
	13	Neyens Thierry	MR	3,44
	14	Léonet Maxime	Engagés	3,21
	15	Maitrejean Camille	Engagés	3,19
	16	Debatty Laura	MR	3,18
	17	Jamagne Laurence	Engagés	3,04
	18	Charlier Nicolas	Engagés	2,94
	19	Jacquet Michel	MR	2,83
	20	Léonard-Dutroux Véronique	Engagés	2,77

iii. Europe

Taux de pénétration – Europe (Collège francophone)				
Couleur	#	Candidats	Liste	%
	1	Wilmès Sophie	MR	21,07
	2	Di Rupo Elio	PS	7,04
	3	Botenga Marc	PTB	3,38
	4	Chastel Olivier	MR	2,82
	5	Verougstraete Yvan	Engagés	2,46
	6	De Schutter Olivier	ECOLO	2,17
	7	Bricmont Saskia	ECOLO	2,06
	8	Hennart Luc	PS	1,97
	9	Cassart Benoît	MR	1,87
	10	Ceulemans Estelle	PS	1,75
	11	Mrabet Farah	PTB	1,70
	12	Lejeune Jean-Denis	Engagés	1,54
	13	Barzin Anne	MR	1,50

	14	Lecron Sophie	PTB	1,48
	15	Hidalgo Laura	MR	1,47
	16	Fernandez Fernandez Julie	PS	1,37
	17	Greoli Alda	Engagés	1,33
	18	Celik Duygu	PS	1,32
	19	Croonen Adrien	MR	1,18
	20	Stuckens Tanguy	MR	1,12

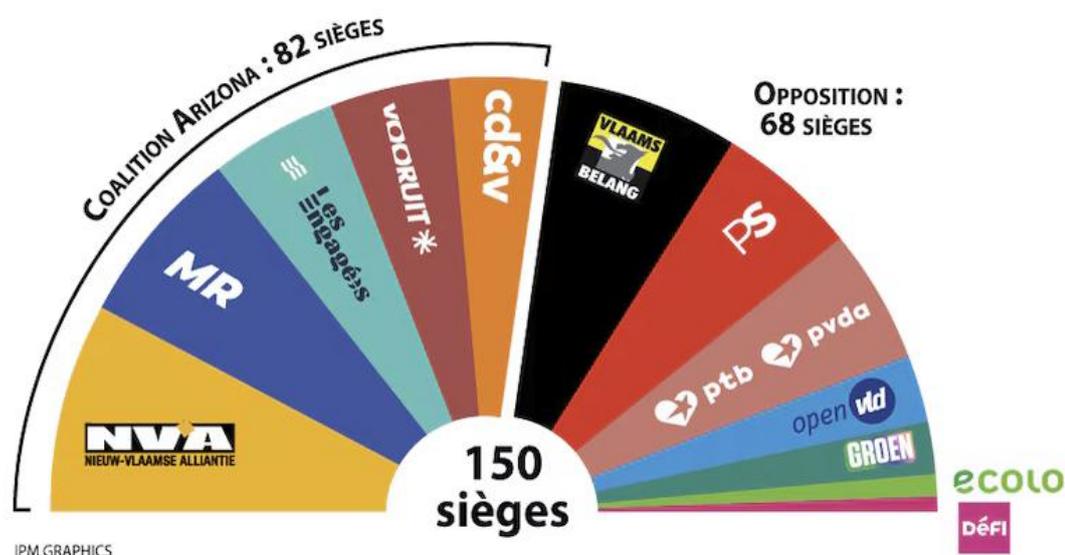
b. Extrême droite

Communes luxembourgeoises avec le recul le plus important (%)

Evolution du taux de vote pour l'extrême droite (%)	
Commune	Recul
Daverdisse	-5.22
Aubange	-5.18
Saint-Léger	-5.02
Manhay	-4.83
Houffalize	-4.59
Rendeux	-4.41
Messancy	-4.12
Bastogne	-4.08
Musson	-3.85
Paliseul	-3.80

c. Parlements et gouvernements

i. Coalition possible à la Chambre (Arizona)¹⁶



¹⁶ « Elections 2024 : vers une coalition "Arizona" au fédéral, pour réunir les vainqueurs des élections », La Libre, 10 juin 2024

ii. *Gouvernement wallon*¹⁷



8 ministres composent le Gouvernement wallon pour la législature 2024-2029 :

- **Adrien Dolimont** (MR) : Ministre-Président de la Wallonie en charge du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal.
- **François Desquesnes** (Les Engagés) : Vice-Président et Ministre wallon du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux
- **Pierre-Yves Jeholet** (MR) : Vice-Président et Ministre wallon en charge de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation
- **Yves Coppieters** (Les Engagés) : Ministre wallon de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale
- **Jacqueline Galant** (MR), Ministre wallonne de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives
- **Valérie Lescrenier** (Les Engagés) : Ministre wallonne du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance
- **Cécile Neven** (MR) : Ministre wallonne de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports
- **Anne-Catherine Dalcq** (MR) : Ministre wallonne de l'Agriculture et de la Ruralité

¹⁷ <https://www.wallonie.be/fr/acteurs-et-institutions/wallonie/gouvernement-de-wallonie>

d. Absentéisme et abstentionnisme

i. Absentéisme

Chiffres généraux de l'absentéisme

Absentéisme	2007	2010	2014	2019	2024	+/- %
Royaume	8.92	10.78	10.63	11.62	11.55	-0.07
Wallonie		12.32	12.36	13.65	14.32	0.67
Luxembourg	7.83	9.76	10.17	11.18	12.18	1.00

Absentéisme dans les cantons de la province de Luxembourg (%)

Absentéisme (%)			
Top 10		Bot 10	
Canton	Abs. 24	Canton	Abs. 24
Bouillon	16.73	Paliseul	10.32
Vielsalm	13.70	Saint-Hubert	10.08
Durbuy	13.63	Sainte-Ode	10.04
Florenville	12.78	Houffalize	9.74
Messancy	12.12	Neufchâteau	9.64
Arlon	12.08	Wellin	9.39
Marche	11.45	Erezée	9.10
Bastogne	11.20	Etalle	9.04
Virton	10.89	La Roche	8.22
Nassogne	10.34	Fauvillers	7.02

Evolution de l'absentéisme dans les cantons de la province de Luxembourg

Abstentionnisme – évolution 2019-2024 (%)			
Top 10		Bot 10	
Canton	+ - %	Canton	+ - %
Bouillon	2.37	Houffalize	0.05
Sainte-Ode	1.42	Etalle	-0.03
Bastogne	0.92	Erezée	-0.06
Vielsalm	0.73	La Roche	-0.21
Florenville	0.59	Virton	-0.33
Nassogne	0.53	Fauvillers	-0.61
Paliseul	0.39	Wellin	-0.73
Durbuy	0.38	Saint-Hubert	-0.87
Neufchâteau	0.38	Arlon	-0.90
Marche	0.10	Messancy	-1.37

ii. Abstentionnisme

Chiffres généraux de l'abstentionnisme

Abstentionnisme	2007	2010	2014	2019	2024	+/- %
Royaume	5.13	5.81	5.77	6.07	5.63	-0.44
Wallonie		7.31	7.70	8.58	8.31	-0.27
Luxembourg	7.49	8.27	7.83	9.46	9.44	-0.02

Abstentionnisme dans les cantons de la province de Luxembourg (%)

Abstentionnisme (%)			
Top 10		Bot 10	
Canton	B/N	Canton	B/N
Messancy	12.31	Saint-Hubert	9.29
Bouillon	11.78	Etalle	9.12
Florenville	11.18	Arlon	9.02
Paliseul	10.39	Neufchâteau	8.79
Virton	10.20	Sainte-Ode	8.40
Vielsalm	10.06	Erezée	7.98
Bastogne	9.93	Nassogne	7.69
Marche	9.70	La Roche	6.85
Houffalize	9.55	Durbuy	6.64
Wellin	9.50	Fauvillers	6.27

Evolution de l'abstentionnisme dans les cantons de la province de Luxembourg

Abstentionnisme – évolution 2019-2024 (%)			
Top 10		Bot 10	
Canton	+ - %	Canton	+ - %
Bouillon	1.61	Neufchâteau	-0.14
Wellin	1.00	Bastogne	-0.26
Vielsalm	0.83	Erezée	-0.28
Paliseul	0.61	Durbuy	-0.41
Etalle	0.47	Virton	-0.55
Houffalize	0.42	Saint-Hubert	-0.76
Marche	0.41	La Roche	-0.83
Arlon	0.36	Nassogne	-1.38
Florenville	0.26	Fauvillers	-1.52
Messancy	0.09	Sainte-Ode	-2.13

7. Bibliographie

Références utilisées dans la réalisation du document

- Benazet, P. (2024, Juillet 05). *En Belgique, le cordon sanitaire en action face à l'extrême droite*. Récupéré sur RFI: <https://www.rfi.fr/fr/europe/20240705-belgique-cordon-sanitaire-en-action-face-%C3%A0-l-extr%C3%A0me-droite>
- Biard, B. (2024, Avril-Mai-Juin). Décoder l'extrême droite à l'époque contemporaine. *L'Esperluette n°120*, pp. 4-5.
- Close, C., Delwit, P., Vandeleene, A., & Haute, E. v. (2024, Juin 21). *Les dynamiques du vote en Wallonie le 9 juin 2024*. Récupéré sur CEVIPOL: <https://cevipol.phisoc.ulb.be/fr/les-dynamiques-du-vote-en-wallonie-le-9-juin-2024-premiers-elements>
- Crespo, M. U. (2024, Juin 17). *Qui sème des politiques d'extrême droite... récolte des politiques d'extrême droite*. Récupéré sur Comité pour l'Abolition des dettes illégitimes: <https://www.cadtm.org/Qui-seme-des-politiques-d-extreme-droite-recolte-des-politiques-d-extreme>
- de Coorebyter, V. (. (2024, Juin 15). "C'est certainement plus compliqué de gouverner en Belgique que partout ailleurs" (Interview par Michel Bouffioux). Récupéré sur Paris Match Belgique: <https://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/AL2024-16.pdf>
- Dewit, P., & Rangoni, S. (2024, Juin 25). *Les Engagés : aux sources d'une détonante victoire*. Récupéré sur CEVIPOL: <https://cevipol.phisoc.ulb.be/fr/les-engages-aux-sources-dune-detonante-victoire-electorale-en-wallonie>
- Faniel, J. (2024, Aout 27). Bureau d'Eté MOC Luxembourg.
- Faniel, J. (2024, Juin 18). *Une gauche qui n'a pas fait rêver* (Interview par Léonard Pollet). Récupéré sur Syndicat Magazine: <https://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/AL2024-18.pdf>
- Feller, F. (2024, Juin 13). *Les élections du 9 juin. Séisme politique bienvenu ou redouté ?* Récupéré sur TVLux: https://www.tvlux.be/video/info/elections-2024/les-elections-du-9-juin-seisme-politique-bienvenu-ou-redoute_46048.html
- Georis, V. (2024, Juin 10). *Élections 2024 : l'Europe entame un virage vers la droite dure*. Récupéré sur L'Echo: <https://www.lecho.be/dossiers/elections-en-belgique/elections-2024-l-europe-entame-un-virage-vers-la-droite-dure/10550445.html>

- Hallet, E. (2024, Juin 04). *Elections 2024 : à quels partis profitera l'abstention en Belgique ?* Récupéré sur La Libre Belgique: <https://www.lalibre.be/belgique/elections-belges/elections-federales/2024/06/04/elections-2024-a-quel-parti-profitera-labstention-5CMXYGR6PBCCXD45VCMUE5VSGU>
- Henne, B. (2024, Septembre 11). *ais que s'est-il vraiment passé le 9 juin ? Ces transferts de voix qui ont fait basculer les élections.* Récupéré sur RTBF: <https://www.rtb.be/article/mais-que-s-est-il-vraiment-passe-le-9-juin-11432772>
- Joannin, P. (2024, Mai 13). *Tour d'Europe à un mois des élections européennes.* Récupéré sur Fondation Robert Schuman: <https://www.robert-schuman.eu/observatoire/6150-tour-d-europe-a-un-mois-des-elections-europeennes>
- Kroet, C. (2024, Juin 10). *La Nouvelle Alliance flamande (droite séparatiste) remporte les élections en Belgique.* Récupéré sur Euronews: <https://fr.euronews.com/my-europe/2024/06/10/la-nouvelle-alliance-flamande-droite-separatiste-remporte-les-elections-en-belgique>
- Legrand, E. (2024, Juin 16). *Elections 2024: les femmes ont-elles mieux performé que les hommes? .* Récupéré sur Le Vif: <https://www.levif.be/belgique/politique/elections-2024-les-femmes-ont-elles-mieux-performe-que-les-hommes-infographies>
- Morelle, J., Messoudi, H., & Di Loreto, E. (2024, Juin 11). *Déclic - La mort de l'écologie politique ? / Mr et Engagés lancent les négociations.* Récupéré sur RTBF Auvio: <https://auvio.rtb.be/media/declic-l-emission-en-tv-declic-3205927>
- Morelle, J., Messoudi, H., & Maquet, H. (2024, Juin 03). *Déclic - L'abstention électorale / Le rôle des réseaux sociaux dans la campagne / Femmes et politique.* Récupéré sur RTBF Auvio: <https://auvio.rtb.be/media/declic-l-emission-en-tv-declic-3202393>
- Morelle, J., Messoudi, H., & Maquet, H. (2024, Juin 10). *Déclic - Quels enseignements tirer des élections ? .* Récupéré sur RTBF Auvio: <https://auvio.rtb.be/media/declic-l-emission-en-tv-declic-3205469>
- Parlement Européen. (2024, Juillet 16). *Résultats par parti national - 2024-2029 - Belgique.* Récupéré sur Parlement Européen: <https://results.elections.europa.eu/fr/resultats-nationaux/belgique/2024-2029/>
- Renard, H. (2024, Juin 11). « *Sur le plan communautaire, le MR est un interlocuteur plus difficile pour la N-VA que le PS* » (Interview par Caroline Sägerser). Récupéré sur Knack: <https://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/AL2024-17.pdf>

RTBF. (2024, Juin 17). *Elections - Résultats de Juin*. Récupéré sur RTBF:
<https://www.rtbf.be/elections-2024>

Ruysen, A., Woelfle, G., & Carton, A. (2024, Juin 19). *Comment expliquer la victoire du MR et des Engagés ? La réponse se trouve en partie dans les résultats commune par commune*. Récupéré sur RTBF: <https://www.rtbf.be/article/comment-expliquer-la-victoire-du-mr-et-des-engages-la-reponse-se-trouve-en-partie-dans-les-resultats-commune-par-commune-11390977>

SPF Intérieur. (2024, Juin 12). *Résultats Officiels*. Récupéré sur IBZ:
<https://elections2024.belgium.be/fr/>

Vandenschrick, N. (2024, Mai 22). *La revue de presse : "L'extrême droite suscite le rejet autant qu'elle l'enseigne à ses électeurs"*. Récupéré sur RTBF:
<https://www.rtbf.be/article/la-revue-de-presse-l-extreme-droite-suscite-le-rejet-autant-qu-elle-l-enseigne-a-ces-electeurs-11377190>

Verdier, T. (2024, Juin 12). *Analyse des élections européennes : une mobilisation des électors et une normalisation de l'extrême droite en Europe*. Récupéré sur Fondation Jean Jaurès: <https://www.jean-jaures.org/publication/analyse-des-elections-europeennes-une-mobilisation-des-electors-et-une-normalisation-de-lextreme-droite-en-europe/>

Wikipedia. (2024, Juin 17). *Élections en Belgique*. Récupéré sur Wikipédia:
https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_en_Belgique

Woelfle, G. (2024, Mai 21). *Évolution du positionnement des partis depuis 2019 : le virage (très) à droite du MR, le PS et les Engagés un peu moins à gauche*. Récupéré sur RTBF: <https://www.rtbf.be/article/plus-a-gauche-ou-plus-a-droite-comment-ont-evolué-les-partis-politiques-belges-depuis-2019-11374131>